la Conquête du pain

Vendredi 14 Décembre

N° 10

50 c.

C.I.R.A.

Abolir tous ces droits du Seigneur qui pressurent le travail, arrêtent la circulation et ferment le débouché ; par suite et comme conséquence nécessaire, exciter une consommation insatiable, ouvrir un débouché sans fond, fonder sur une base indestructible la garantie du travail : voilà, sans m'occuper des formes nouvelles d'une société ainsi établie, comment je conçois la possibilité de résoudre immédiatement, pratiquement, la question sociale.

P. J. PROUDHON.

Paraissant chaque semaine

ADMINISTRATION :
F. PLANCHE
42, Rue de Meudon, 42
BILLANCOURT (Seine)
C. c. Postal : Planche 1807-50 Paris

REDACTION :
"*LA CONQUETE DU PAIN*"
39, Rue de Bretagne, 39
PARIS (IIIe)
Téléphone : ARCHIVES 65-24

Journal-revue des Idées libertaires

A M. Jacques DUBOIN, théoricien de l'abondance

J'ai suivi votre argumentation, monsieur le théoricien de l'abondance, avec toute l'attention qu'il fallait, je me suis assimilé votre exposé et j'ai réfléchi.

Votre laïus est simple et inattaquable. Le voici résumé, si je vous ai bien compris : « Le régime sous lequel nous vivons procède d'une économie répartissant des choses rares. Or la machine rend abondantes les denrées qui dans le passé étaient le plus introuvables. Mais comme elle supprime une main-d'œuvre que les propriétaires des machines ont intérêt et profit à évincer, le chômage résulte de cette évolution; les chômeurs en nombre croissant, ne recevant plus cet argent qu'on ne leur donne qu'en échange d'un effort dont plus personne n'a besoin, deviennent insolvables, d'où inécoulement des matières produites en abondance; enfin stockage et sous-nutrition; les ventres devenant chaque jour plus vides et les magasins davantage pleins. »

Vous dépeignez l'état de choses comme il convient; seulement, vous ne dépassez guère les prémisses et abordez les conclusions avec une sorte de timidité. Ces conclusions, les premiers théoriciens socialistes et les théoriciens libertaires les ont déposées il y a longtemps et, en cherchant bien, on les trouve dans Proudhon, Karl Marx, Kropotkine, etc.

C'est qu'une toute petite considération pèche, par omission, dans votre jugement. Il est vrai, il n'y a plus de marchandises rares, et comme le degré de rareté détermine seul le prix d'une denrée, dès l'instant où tout est abondant, plus rien n'a de valeur commerciale; de là la sottise de continuer à « vendre » et la logique qu'il y aurait à tout « donner ».

Toutefois, si le nombre des choses devenues abondantes s'est accru, il ne faudrait pas aller jusqu'à dire qu'avant l'ère de la machine il n'y a jamais rien eu d'abondant. Des choses abondantes, il y en a toujours eu; exemples : la terre, la pierre, le bois.

Il y a toujours eu de la terre en abondance. Même, en proportion, autrefois plus qu'aujourd'hui, la population ayant beaucoup proliféré. Est-ce à dire que chacun en a possédé sa bonne part ? Non pas. Une majorité laborieuse fécondait cette terre au profit principal d'une infime oligarchie dominante. Un petit nombre a commencé par tout prendre, y a fait travailler la grande masse à son compte, et voilà.

Il y a toujours eu beaucoup de pierre. A foison. Des montagnes. N'empêche que, la propriété étant sacro-sainte, le paysan voisin de la carrière se logeait sous le chaume, tandis que des seigneurs avaient à Paris et dans la Sologne des hôtels en pierres de taille. La pierre est largement assez abondante sur notre planète pour que chacun de nous y ait sa maison; comment se fait-il dès lors que la plupart d'entre nous dépendent d'un propriétaire?

Le bois était jadis moins rare que de nos jours, où plaines et cimes se déboisent; l'industrie du papier et la préférence donnée à certaines essences exotiques ont fait beaucoup péricliter en France la culture forestière; il y en avait autrefois dix fois plus que de besoin. Cependant, le riche n'avait qu'à couper et tailler à sa guise à même ses garennes et ses futaies, alors que le pauvre achetait à l'Etat ce qu'il pouvait, bien heureux quand il n'était pas réduit à ramasser des broutilles.

Donc, malgré leur abondance, la terre, la pierre, le bois n'ont profité qu'à quelques-uns en propre; les autres n'en ont eu, en seconde main, bien qu'ils les aient seuls travaillés, que l'usufruit, la ferme, l'ombre.

Un exemple amusant, voulez-vous? Mon père, pendant la guerre, causant avec un Oriental, lui demanda s'il était marié. Le Jaune hocha la tête. « Moi, pas d'argent, pas de femme, dit-il. Chez nous, les riches, avoir plusieurs femmes; moi, très pauvre, moi pas marié. » Remarquez que cet homme n'invoquait pas la rareté des femmes, considérées comme marchandises dans son pays, où elles sont fort nombreuses de toute éternité.

Certes, la rareté et l'abondance sont des facteurs. Mais la clause fatale, le vice originel du postulat social, c'est l'accaparement de la totalité de la production par la minorité du capital.

Le capital confisque le produit du travail et s'arroge le monopole de la répartition, mais il émet la prétention outrecuidante d'écouler le maximum de denrées à un prolétariat qu'il condamne à un minimum de solvabilité. Juge et partie, arbitre des gros dividendes et des maigres salaires, le capital veut continuer à déterminer de sa seule autorité le degré utile de pécuniosité qu'il sied de permettre au peuple. Le capital veut avoir le travail, fonds et fruit, cire et miel.

De deux choses l'une : ou bien le régime social était déjà mauvais avant l'introduction du facteur abondance, puisqu'alors les choses abondantes manquaient à la plupart à cause du privilège que s'octroyaient sur elles quelques puissants, ou bien ce régime, tel quel, était l'expression de la justice, et il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas désormais des denrées abondamment produites comme il en fut toujours des choses dont l'abondance date de loin, comme la terre, la pierre, le bois.

Quoi qu'il en soit, à partir d'une certaine quantité, les produits deviennent inécoulables; pourquoi? Pour deux raisons : les riches qui pourraient les acheter en ont déjà plus que leur suffisance; les pauvres qui en auraient besoin sont trop chichement rémunérés pour en faire l'acquisition. Qu'il s'agisse de la capacité stomacale ou du potentiel sémino-vésiculaire, un pauvre et un riche sont égaux; il n'en va pas de même de leur bourse.

Karl Marx a démontré l'existence de cette plus-value et, dès 1907, en s'appuyant sur la découverte de cette vérité sociale, Jack London, de déduction en déduction, pouvait prédire dans un chapitre extraordinairement prophétique du « Talon de Fer », la destruction de cette plus-value inécoulable par l'immersion préméditée. (« Je vais vous proposer un moyen de vous débarrasser du surplus. Jetez-le à la mer. Jetez-y chaque année les centaines de millions de dollars que valent les chaussures, les vêtements, le blé... » Ch. IX).

C'est parce que l'existence de la plus-value capitaliste était aussi vraie que la rotation de la terre que Karl Marx et Jack London ont subi le sort de Galilée. Les saints offices du Faisceau et du Svastika ont flétri et brûlé les trouveurs de vérités sociales comme le saint office de la Croix avait condamné le trouveur de vérités cosmiques.

Eh bien, l'abondance instaurée par la mécanique et la science systématiquement appliquées a-t-elle accru les besoins des détenteurs du capital proportionnellement à son ascension? Une seule réponse est possible : non. Alors, a-t-elle augmenté le pouvoir d'achat du peuple? Moins encore! Elle n'a donc servi qu'à multiplier la plus-value dans une mesure considérable.

Le remède véritable est celui qui, depuis longtemps, est inscrit au programme des libertaires, à savoir que l'intégralité de la production reste entre les mains de ceux qui produisent.

La réalité sociale n'a pas la complexité qu'on lui prête, on l'embrasse d'un coup d'œil, on y voit clair très vite quand on a écarté l'écran des obscurantistes de tout acabit. Votre exposé touchant l'influence de l'abondance comme facteur révolutionnaire en est, nous l'admettons, partie fragmentaire et intégrante. Mais pour que soit complète la révolution que nous voulons, celle qui délivrera les misérables, celle que Hitler se flatte d'avoir différée de mille ans, il faut que chacun contribue à cette abondance matérielle suivant ses forces et en profite conséquemment ; que chacun, comme dit Gorki, « travaille selon ses aptitudes et reçoive suivant ses besoins ». (Aux Ouvriers de Magnitostroï.)

Ceux qui ont mis à leur bénéfice l'embargo sur les richesses emploieront, pour résister à ce phénomène, les ressources les plus énergiques de la pire répression. Si le niveau économique du peuple se rapprochait du leur, c'en serait fait de leur domination; il ne leur a en jamais beaucoup coûté d'octroyer au peuple une ombre de liberté civique et une apparence d'autorité législative; mais ils opposeront peut-être encore des lustres de résistance, ils gaspilleront sans doute à cet effet les richesses les plus fabuleuses, quitte à saigner à blanc la civilisation, au besoin par la guerre, avant, non pas de reconnaître de bon gré, mais d'abandonner de force, au peuple créateur de biens, le droit à la jouissance intégrale des biens créés.

Pierre-Valentin Berthier.

AU SECOURS DE NOS CAMARADES ESPAGNOLS

Appel à la Solidarité anarchiste

Les groupes de Bayonne et de Perpignan, devant la nécessité immédiate de venir en aide à nos camarades se réfugiant en France, lancent un appel par la voix des journaux afin que les groupements ou individualités fassent le nécessaire afin d'envoyer les fonds dont ils peuvent disposer, ou par des listes de souscriptions, le plus rapidement possible.

A l'heure actuelle, si nous voulons les secourir efficacement, il faut que tout camarade ne remette pas au lendemain l'aide qu'il peut apporter dès aujourd'hui.

Il faut que chacun sache qu'il y va de la liberté, parfois de la vie de nos camarades réfugiés.

Il nous faut donc, dès maintenant, être prêts à les aider à gagner le nord de la Loire.

Mais là ne doit pas s'arrêter notre solidarité, il faut qu'à défaut de travail ils y trouvent des camarades prêts à leur donner l'hospitalité.

A ce sujet, nous faisons appel à tous les groupements, à tous les camarades, afin qu'ils nous fassent parvenir les adresses des camarades qui voudront bien les héberger en attendant qu'ils aient du travail.

Que tous ceux qui peuvent recevoir un ou plusieurs camarades nous envoient leur adresse ; pour plus de rapidité, qu'ils s'abstiennent de les envoyer aux journaux, mais qu'ils les envoient au G.E.P.S. qui est chargé de centraliser les fonds et les adresses.

Pour que notre solidarité ne soit pas un vain mot il faut que tous les camarades anarchistes fassent bon accueil à notre appel de détresse.

Tous debout pour aider nos frères espagnols.

Pour le G.E.P.S. :
BABINOT.

Pour le Groupe anarchiste de Perpignan :
Ay. JEAN.

(Adresser tout ce qui concerne le G.E.P.S. et le fonds de secours à Babinot, 49, rue Maubec, Bayonne (Basses-Pyrénées).

Aperçus

Le blé.

Le problème du blé va être enfin résolu. On sait que la première solution n'était pas bonne. La fixation du minimum du prix d'achat, 108 francs le quintal, donnait lieu partout à la fraude. La loi était en fait inapplicable et inappliquée. Non seulement le blé se vendait et s'achetait à des prix quelconques, descendant jusqu'au-dessous de 85 francs, mais les récoltes restaient en majeure partie pour compte aux paysans. La consommation de pain en France a en effet baissé considérablement en raison principalement de sa mauvaise qualité. La crise venant par surcroît, les récoltes de blé, même limitées aux emblavures traditionnelles, sont grandement excédentaires, et c'est ainsi que le problème du blé est devenu un problème national urgent.

Le gouvernement actuel se flatte d'avoir trouvé la solution adéquate. Oh ! ce n'est pas bien compliqué. Premier point : du moment que la loi ne peut être appliquée abolissons-la ; second point, du moment que les paysans ne trouvent pas preneurs, achetons-leur leurs récoltes. Achetons ! Cela s'entend naturellement pour l'Etat ; troisième point : à quel prix ? Si nous offrions 97 francs le quintal? Qu'en pensent les associations? Ça va. Achetons donc toute la récolte de blé à 97 francs le quintal. Dépense 1.500.000.000 francs. Un emprunt va nous donner cette somme extrabudgétaire. Et voilà le problème résolu en principe. Restent quelques points de détail à régler avec les associations. Tout ira bien pour cette année. L'an prochain on avisera...

Le pain.

Et, afin que tout le monde soit content, les boulangers vendront le kilo de pain 4 sous moins cher. On estime qu'ils n'y trouveront rien à redire.

Cependant le bon pain est vendu dans certaines villes, où les boulangers ont eu la main forcée par la clientèle, 1 fr. 45 le kilo. A Paris même l'ingénieur Archer le livre à ce prix-là. Mais c'est d'un mauvais exemple. Pour un peu on ferait une loi pour interdire la vente du pain à des tarifs qui outragent la dignité d'un négoce comme celui des boulangers, lesquels jouissent encore de ce privilège hérité des temps de « facilité » de se retirer « après fortune faite » au bout de deux ou trois ans.

L'effet des lois est de favoriser le vol.

Un bel exemple en est fourni ici. Le pain est vendu sur la base légale de 108 francs le quintal, alors que le blé s'achète 85 francs. La différence va aux intermédiaires, manipulateurs, transformateurs.

Le vin.

Le pinard ne pouvait manquer de recevoir aussi sa solution : le Midi étant un peu là.

La solution semble être moins radicale, moins simple que pour le blé. Il est question d'arrachage de cépages, de stockage d'hectolitres, de distillation d'autres millions d'hectolitres.

Le financement de l'opération doit entraîner une majoration des droits de circulation. Il faut donc s'attendre à une augmentation du prix du pinard. Quant à la qualité, elle restera ce qu'elle est, c'est-à-dire qu'on achètera sous le nom de vin des mixtures variées...

Les alcools.

Les alcools qui jouent un rôle important dans la fabrication des explosifs ont reçu de longue date une solution nationale et patriotique dont nous ne donnerons pas le détail. Qu'on sache seulement que l'Etat achète et stocke tous les alcools et les vend au prix qu'il veut.

L'Etat avait espéré que le « carburant national » lui fournirait des débouchés. Malheureusement les marchands d'essence (trusts pétroliers) et les constructeurs de moteurs, non plus que les « usagers de l'automobile » ne veulent du carburant national.

Que va faire l'Etat de l'alcool provenant des 15 millions d'hectolitres de vin qu'il va soumettre à la distillation ?

Le plomb et le zinc.

L'argument national et patriotique joue également pour ces métaux. Il est question de remettre en état de marche les usines à zinc et à plomb du Nord africain qui furent abandonnées du jour où les prix de ces métaux s'abaissèrent sur le marché mondial. L'Etat ferait encore les frais de l'opération.

Les sociétés exploitantes de richesses latentes livrées à leur industrie empochèrent dans les débuts des bénéfices énormes atteignant et même dépassant chaque année le capital qu'elles avaient investi. Alors l'Etat n'était intervenu ni pour modérer, ni pour contrôler, ni pour bénéficier. A présent c'est, pour l'Etat, une obligation patriotique de subventionner les entreprises défaillantes afin qu'elles reprennent leur course au profit !

L'électricité, le gaz, etc.

Des sociétés qui se tiennent « pépères », parce que la crise passe à côté d'elles sans les effleurer, ce sont les sociétés distributrices d'électricité, de gaz et d'eau.

Elles réalisent des bénéfices fantastiques en vendant, à l'abri de contrats avec les villes, leurs produits « de consommation courante » à des tarifs exorbitants basés sur des « revients » et des « index » qui remontent au bon temps de la « facilité ».

La Société du Gaz de Paris se flatte d'avoir en valeurs de portefeuille des capitaux suffisants pour distribuer des dividendes normaux à ses actionnaires sans qu'elle ait à vendre 1 mq. de gaz ! Et si l'on considère que le gaz n'est plus qu'un sous-produit, on a une idée des sommes formidables qu'une telle société peut encaisser. Le mètre cube de gaz reste cependant au prix fort et sa qualité calorifique baisse à mesure qu'on lui enlève le benzol et qu'on le mélange avec du gaz à l'eau. Le consommateur parisien est ainsi doublement volé, avec la complicité de ses Topazes.

En ce qui concerne le courant électrique, le ministre Flandin, alors aux Travaux publics, avait exigé une diminution symbolique des tarifs. Les sociétés de province s'inclinèrent pour la bonne raison qu'elles avaient une grande marge de courant disponible. Mais la C.P.D.E., elle, n'a pas diminué ses tarifs d'un iota. Le Parisien qui s'éclaire à l'électricité paye encore le courant au prix maximum, alors que le « revient » a baissé dans une forte mesure. Il faut dire que l'Electricité et le Gaz sont des trusts intimement liés et que protège Topaze. Il en va de même d'ailleurs pour les Transports (T.C.R.P.), pour l'Eau (Compagnie générale des eaux) et pour une foule de sociétés filiales ou connexes qui mettent l'agglomération parisienne en coupe réglée, bénéficiant toujours et partout du silence de la grande presse.

"LA CONQUETE DU PAIN"

ABONNEMENT :

France	Un an	24 fr
—	6 mois	12 fr
—	3 mois	6 fr
Etranger	Un an	32 fr
—	6 mois	16 fr
—	3 mois	8 fr.

Heures Supplémentaires

Le socialiste Nouelle a posé au ministre de l'Air la question suivante :

Est-il exact que : 1° l'effectif des chauffeurs, conducteurs d'automobiles, mis à la disposition des quatre directeurs et des ingénieurs du ministère de l'Air est égal à 13; 2° ces chauffeurs ont perçu, pendant l'année 1933, en plus de leurs salaires annuels, une somme de cent cinquante mille francs environ pour heures supplémentaires; dans l'affirmative, quelle peut être la justification d'une dépense aussi élevée; 3° il y ait, au ministère de l'Air, un retraité d'une compagnie de chemins de fer, jouissant d'une retraite de 33.000 francs et dont les émoluments, au ministère, seraient de 27.000 francs.

(Question du 18 mai 1934.)

Le ministre a répondu :

1° 21 chauffeurs sont chargés de conduire les 21 voitures légères mises à la disposition des 15 services suivants : cabinet du ministre, direction des constructions aériennes, inspection générale technique, direction du budget, courrier du ministère, service central des travaux et installations, service des travaux de la région parisienne, direction de l'aéronautique civile, établissement d'expériences techniques d'Issy-les-Moulineaux, service technique et des recherches scientifiques, service des fabrications de l'aéronautique, arrondissement de contrôle Paris-Ville, arrondissement de contrôle Paris-Ouest, arrondissement de contrôle Paris-Est, arrondissement de contrôle-Paris-Nord-Ouest. Lorsqu'une direction ou un service n'a à sa disposition qu'une voiture, celle-ci est par priorité affectée aux déplacements du directeur ou chef de service, mais sert également, chaque fois qu'il en est besoin, aux fonctionnaires placés sous ses ordres; 2° la somme versée aux 21 chauffeurs sus-visés, qui, pour répondre aux besoins du service, ont dû exécuter en 1933 de nombreuses heures supplémentaires de travail est non de 150.000 francs mais de 115.000 francs. Une nouvelle organisation a été réalisée au 1er avril 1934 qui a permis, en réduisant le nombre et l'utilisation des voitures et en accordant des repos compensateurs aux chauffeurs et au personnel du garage, de supprimer presque complètement les frais afférents aux heures supplémentaires; 3° il existait, en effet, au ministère de l'Air, un agent sur contrat au traitement mensuel de 2.250 francs, qui, comme ancien ingénieur d'une compagnie de chemins de fer, jouissait d'une retraite de 33.000 francs. Cet agent a été compris dans les licenciements opérés en application des décrets-lois, à compter du 1er août 1934.

Comme on le voit il n'y a pas de chômage au ministère de l'*Air*. Et les heures supplémentaires s'y totalisent même pour les chauffeurs de ces messieurs. C'est la princesse qui paie. Joyeux régime !

VAN DER LUBBE

Nouvelles « révélations » nationales-socialistes sur l'incendie du Reichstag

par A. P...,

Van der Lubbe, névropathe inconscient;

Van der Lubbe, membre des sections d'Assaut, déguisé en communiste;

Van der Lubbe n'est pas Van der Lubbe;

Van der Lubbe a brûlé le Reichstag moyennant 50.000 marks;

Van der Lubbe a brûlé le Reichstag sous l'influence hypnotique du mage Hammunsen;

Van der Lubbe a brûlé le Reichstag pour complaire au capitaine Roehm, dont il était l'amant;

Van der Lubbe a brûlé le Reichstag sous l'inspiration de provocateurs nazis rencontrés à Henningsdorf;

Van der Lubbe n'a pas brûlé le Reichstag;

Van der Lubbe a été enfermé de force dans le Reichstag en feu;

Van der Lubbe marchait le second (ou le troisième — ou l'avant-dernier) dans la colonne incendiaire qui est entrée dans le Reichstag. (On a donné quatre fois et chaque fois de manière différente la composition détaillée de cette colonne.)

Van der Lubbe était parti de Hollande au mois de janvier sur l'ordre des nazis qui voulaient lui faire brûler le Reichstag;

Van der Lubbe a été trouvé par hasard sur le pavé de Berlin le jour même ou Goering et Goebbels avaient décidé de tenter le coup;

Van der Lubbe a été aidé sans qu'il pût s'en douter, par des nazis entrés par une autre issue;

Van der Lubbe a menti, et cependant Van der Lubbe était drogué à la scopolamine (drogue de vérité);

Van der Lubbe était un candidat au suicide;

Van der Lubbe s'attendait à être épargné et remis en liberté;

Les nazis ont voulu faire disparaître Van der Lubbe dans un naufrage simulé;

Van der Lubbe a été l'agent d'ennemis personnels de Hitler;

Van der Lubbe n'a jamais existé;

Etc..., etc.

Voici quelques-unes des vérités qui ont été successivement ou simultanément divulguées par la presse du Quai d'Orsay, du Foreign Office, de la IIIe Internationale et du social-patriotisme interallié.

Toutes indiscutables. Toutes authentiques. Toutes fondées sur des déclarations anonymes, des documents disparus, des dénonciations par vengeances personnelles, des hypothèses invérifiables, des rencontres supposées, des impressions de journalistes-mouchards. Toutes payées à prix d'or, à tout venant, par la presse, le Guépéou, le Foreign Office, le 2e Bureau, le Comité mondial d'aide (sic) aux victimes du fascisme hitlérien (qui, à lui seul, avoue avoir dépensé 120 mille livres sterling pour sa petite « enquête »)...

De temps en temps, une nouvelle révélation se produit, qui contredit toutes les autres. Aujourd'hui, c'est le testament de Karl Ernst qui renverse toutes les conclusions échafaudées du « Livre Brun », et qui n'en est pas moins adopté d'enthousiasme par les auteurs du « Livre Brun », comme étant « le chemin, la vérité et la vie », tant est grande la confiance de ces messieurs dans la sincérité de leur propre enquête !

Nous ne pouvons pas discuter de la valeur probante du testament de Karl Ernst, sans avoir pu examiner l'original. Il faudrait une expertise en écriture. Il faudrait aussi se poser la question : Ernst a-t-il menti ? A-t-il agi par vengeance anticipée, ou pour le compte des nations ennemies, ou pour celui de Hitler lui-même, dans un but machiavélique qui nous échappe ?

En tout cas, un fait reste certain. La version détaillée donnée par Van der Lubbe lui-même de son acte et des mobiles de son acte n'a pu être controuvée en aucun de ses points, ni par les efforts inlassables du tribunal nazi pour y impliquer des complices « rouges », ni par les tentatives répétées du front socialo-gouvernemental des pays hostiles à Hitler pour y découvrir la main des « bruns ». Cette version est la seule qui soit complète, cohérente et qui ait été passée au crible d'une contradiction rigoureuse et acharnée. Elle reste debout, au milieu du fumier des témoignages stipendiés et des théories contradictoires de la presse. Et plus le recul nous permet d'apprécier les événements, plus nous voyons Van der Lubbe grandir au milieu de la meute de ses bourreaux et de ses calomniateurs.

A. P.

Politique extérieure

A commencer par l'affaire de Corfou, pour en arriver au Pacte à Quatre, ce n'est qu'une suite de fautes et de défaites.

Examinons, à titre d'exemple, la politique mussolinienne en Orient. Est-ce qu'on saura jamais combien a coûté à l'Italie l'amitié de Staline ? Et de quel ordre ont été les concessions faites au dictateur moscovite pour obtenir de lui la liberté d'accès aux ports russes de la Mer Noire ? Et le prix de la mainmise sur l'Albanie ? Et l'amitié avec la Grèce ? Et les accords avec la Turquie ? Et les frais pour le grand port de Bari, construit dans ce but ? Et avec quel résultat ? Voilà :

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Russie a dirigé son activité diplomatique du côté de Paris et Mussolini en est resté pour ses frais : un nombre considérable de milliards jetés par la fenêtre et dix ans d'efforts dépensés en pure perte.

Cette conduite de la Russie a été accueillie en Italie comme un outrage et la diplomatie fasciste en a perdu son sang-froid. Forges Davanzati, un membre du Grand Conseil Fasciste, a écrit dans sa feuille un réquisitoire rageux contre la France qui s'avilit jusqu'à négocier avec un gouvernement de bandits !

La raison de cette rage ? Elle est abracadabrante. C'est que la Russie s'était engagée, en cas d'une guerre de l'Italie contre la France, à fournir à l'Italie du blé, du naphte, du pétrole et autres matières premières !

Cependant Staline, qui, au fond, est un brave garçon, lorsqu'il s'est trouvé sous la menace du Pacte à Quatre, n'a pas hésité à rétablir des rapports cordiaux avec le fascisme. Mussolini n'a pas su se dérober à cette manœuvre, qui fut le premier coup porté à ce Pacte fameux que les amis du « duce » proclamaient comme la plus grande initiative internationale de ces dernières années ! L'autre coup au Pacte à Quatre fut porté par la sortie de l'Allemagne de la S.D.N., sortie à laquelle Mussolini a poussé de toutes ses forces !

Et maintenant le Pacte à Quatre n'est plus qu'un souvenir. Il aura vécu tout juste deux mois !

Et l'échec du fascisme en politique coloniale ?

La Politique Fasciste

Je ne veux pas parler ici des prétentions italiennes sur les dépouilles de l'ex-Empire colonial allemand.

Mussolini, qui avait promis l'Empire au peuple italien, s'imaginait pouvoir le lui offrir grâce à cette belle colonie qui a Tunis pour capitale. Dans le but de préparer ce transfert de protectorat, il a envoyé en Tunisie Margherita Sarfatti, à qui il peut se fier, car il la « connaît » intimement (au sens biblique du mot) et qui en est revenue avec un ouvrage que le « duce » a préfacé.

La manœuvre n'a eu aucun effet utile : l'impérialisme français a montré ses dents blanches et acérées et... Mussolini n'a plus insisté ni avec les aéroplanes de Balbo ni avec les bombes de son consul. De la Tunisie, on n'en parle plus. Est-ce peut-être la faute de la Russie ?

Les Corporations

Cependant le fascisme, comme tous les bateleurs, a, lui aussi, ses échasses : la *réforme Gemtile*, tout d'abord, c'est-à-dire l'assassinat de l'école, et puis la *réforme pénale*, c'est-à-dire le Code Rocco, rédigé avec la collaboration d'Enrico Ferri, ce vieux retombé en enfance. J'ai déjà eu l'occasion d'appeler cette réforme *un monument indéfinissable qui se place entre la maison de force et le gibet.* (Voir : « *La peine de mort* » dans « *Lotta Anarchica* » du 10-3-1932, N° 22). Puis il y a *la charte du Travail*, qui est un outrage pour les travailleurs et une sorte de contrôle sur la production, et, dernière trouvaille, la loi sur l'*Etat Corporatif*.

En fait le Corporatisme a eu, — et peut-être aura-t-il encore, — des critiques beaucoup plus nombreux qu'il n'en mérite. Hommes politiques, économistes et sociologues se sont attachés à le soumettre à un examen serré.

Est-ce qu'il en vaut la peine ?

Je crois que l'examen du corporatisme ne peut aboutir qu'à cette conclusion : Mussolini a voulu supprimer *en fait*, en les plaçant sous ses ordres, les organisations syndicales, tout en les laissant subsister *pour la forme*, parce que, — qu'il le veuille ou non, — le syndicalisme (A. Borghi, dans l'*Adunata dei Refrattari*), est « trop profondément enraciné pour qu'il soit possible de l'éliminer par un simple décret vieux-style ».

Pour empêcher le peuple de s'apercevoir immédiatement du recul de la fonction des syndicats, le fascisme est allé chercher dans le bric-à-brac du moyen âge le mot *Corporation*, comme il en avait déjà tiré *Podesta* (au lieu de Syndic) et *Consulta* (au lieu de Conseil Communal) pour avoir le prétexte de supprimer les élections et confier l'administration des communes à des magistrats nommés par le roi ou par les préfets. « Le fascisme a ressuscité une grande quantité d'institutions dont la civilisation, dans sa marche pénible sur la côte du progrès, avait pu, peu à peu, se débarrasser », a écrit l'*Adunata dei Refrattari* du 9-12-1933, N° 49.

Tout cela, cependant, n'est pas encore l'aboutissement de la véritable doctrine fasciste. Pour se rendre compte des abus extrêmes qu'elle peut atteindre, il faut rappeler les prétentions niaises du fascisme hongrois qui ne voudrait rien moins que replonger l'humanité dans les ténèbres du moyen âge. Son organe, *Le Réveil Magyar* (J'emprunte encore une fois ma citation au N° 49 de l'*Adunata dei Refrattari*) a publié un programme, en 46 articles, qui est un monument de véritable démence.

La première partie de ce programme établit que tous les Hongrois doivent être divisés en classes, rigoureusement délimitées, et chaque Hongrois doit rester à jamais dans la classe à laquelle il appartient. De même qu'au moyen âge, aucun Hongrois ne pourra changer de classe ou épouser une personne d'une autre classe, sans une autorisation spéciale de l'Etat.

L'article 16 dit que toutes les jeunes filles hongroises, à partir de l'âge de douze ans, doivent porter une ceinture de chasteté analogue à celle que, dit-on, les anciens chevaliers imposaient à leurs femmes lorsqu'ils partaient pour la guerre. La clef de la ceinture sera gardée par le père de la jeune fille ou par une autre autorité compétente, jusqu'à la signature du contrat de mariage. A ce moment elle sera remise au mari.

(*A suivre.*)

F. A.

(1) Les camarades qui voudraient suivre toutes les défaites de la politique étrangère de l'Italie fasciste peuvent lire « Mussolini diplomate » de Gaetano Salvemini.

Sagesse Pratique

Malgré les continuels démentis donnés par l'expérience, une fiction maintenue avec soin pose en principe que les chefs sont toujours sages, éclairés, vertueux, que le *vulgum pecus* est toujours sot, vicieux, balourd. Or nul n'est libre de naître soit dans un taudis, soit dans un palais, soit sur la paille, soit dans la soie ; le hasard le plus inique, l'arbitraire le plus complet président au classement social qui, de chacun de nous, fait un maître ou un serviteur, un élu ou un réprouvé. Et une abondante moisson de douleurs, des maux qu'il ne méritait pas seront réservés, par suite de l'organisation collective existante, à l'homme que l'on destine à servir.

Ainsi nature et société sont génératrices de souffrances. Les supporter avec courage est beau, quand elles deviennent inévitables ; mais c'est une illusion de croire qu'elles épargnent le sage ; et c'est une faute de ne pas se soustraire à leur action, chaque fois que la chose est faisable. Réduite à n'être qu'un élément de notre bonheur ou de notre malheur, la vie intérieure n'en garde pas moins une importance extraordinaire. Beaucoup sont leurs propres bourreaux : favorisés par la nature et par la société, ils passent néanmoins une existence infernale, victimes du déséquilibre de leurs pensées ou de leurs sentiments. D'autres peu fortunés, d'une santé chancelante, privés des grands espoirs qui soutiennent et consolent, découvrent au plus profond d'eux-mêmes une merveilleuse source de joie. Maints personnages que le public envie sont, dans l'intimité, grincheux, moroses, toujours en colère ou toujours gémissants ; des besogneux, des trimardeurs ont le cœur et le cerveau toujours pleins d'un clair et chaud rayon de soleil. Or réflexion et volonté contribuent largement à nous fournir cette reposante paix, cette félicité souveraine de l'âme que les anciens préféraient à tous les autres biens. Elles parviennent même à corriger les inconvénients qu'engendre un tempérament trop impulsif, trop passionné, dont le manque de pondération nous porte soit vers un pessimisme sans limite, soit vers un optimisme mal raisonné.

C'est par un harmonieux développement de toutes nos virtualités intimes, non par une mutilation de la personnalité profonde qu'il convient d'atteindre au bonheur philosophique. Ne voir dans le corps qu'une vile prison de l'âme, arracher du cœur toutes les fibres émotives, extirper le désir jusque dans ses racines, bien d'autres préceptes encore de la sagesse antique nous semblent absolument déraisonnables. Cette chirurgie morale ne serait admissible que s'il existait, chez l'homme, un principe mental distinct du corps. Or, un tel dualisme est une billevesée métaphysique ; il est à ranger parmi les vieux contes, même si l'on se fait une conception très éthérée de la vie et de la matière.

Ascètes ou mystiques de notre époque, fâcheusement trompés par des chimères du même genre, continuent d'imposer silence à leurs aspirations les plus saines. Et, quand leur organisme exténué ne réagit qu'avec peine, quand ils ont endormi leurs sens et vidé leur esprit, pour mieux s'imprégner d'effluves extra-terrestres, ces anormaux proclament leur sort digne d'envie. Intoxiqués par les méditations dévotes, comme d'autres le sont par l'opium ou la cocaïne, ils connaissent une ivresse soi-disant divine qui aboutit souvent à de sérieux troubles mentaux. Ces aberrations sont rares ; mais ils versent facilement dans un rigorisme excessif, les moralistes dédaigneux des réalités du dehors, qui n'aiment pas les joies de la vie intérieure.

Contre ces violences faites à la nature humaine, au nom d'une fausse sagesse ou d'une altière théologie, réagissons énergiquement. Découvrir nos inclinations dominantes, prendre une claire conscience de nos virtualités bonnes ou mauvaises, pour mieux coordonner nos énergies mentales et permettre à notre vraie personnalité de s'épanouir harmonieusement, voilà la plus urgente de nos tâches.

Thèses arbitraires de l'éthique officielle, principes consacrés par l'usage, hypocrisie courante sont à rejeter, lorsqu'on veut obtenir une vue non déformée des réalités morales. Pour faire des découvertes utiles, en ces matières, un doute universel et méthodique est aussi nécessaire que dans les sciences physiques ou biologiques. Les scrupules périmés d'un Descartes subsistent, hélas ! chez les penseurs modernes, qui croient souvent indispensable le maintien des préjugés moraux et religieux. Concernant les problèmes sexuels, la crainte de froisser les traditions millénaires se rencontre même chez des écrivains d'avant-garde. De certaines habitudes, de certaines idées, que la collectivité juge fondamentales et qu'on nous inculqua dès l'enfance, il est quasiment impossible de se défaire complètement ; incorporées à notre personne, elles restent présentes et gardent une influence, même lorsqu'on s'imagine les avoir chassées depuis longtemps.

Très vite, actes et jugements perdent le caractère de franche spontanéité qu'ils ont chez le bambin ; ils prennent une allure conventionnelle, une teinte arbitraire, contre lesquelles l'évidence intime se révoltera de moins en moins. Pour rendre à l'esprit de l'adulte sa fraîcheur primitive, de durs efforts seront indispensables. S'il est bon de fréquenter des milieux différents, de voyager beaucoup à l'étranger, c'est afin de se déprendre du conformisme propre à notre famille et à notre pays. Recherches d'histoire ou d'ethnologie, lecture des œuvres caractéristiques de toutes les époques et de toutes les nations conduisent à des résultats du même genre. On ne s'indigne plus contre ceux qui transgressent la morale courante et les us reçus, lorsqu'on sait combien est variable, et dans l'espace et dans le temps, la manière de se comporter des humains.

A la mentalité mesquine de ceux que n'intéressent ni ce qu'on fit avant eux, ni ce qu'on pense au loin, s'oppose l'esprit tolérant et large des éternels assoiffés d'inédit et des grands voyageurs. Quelques-uns parcourent néanmoins la terre sans rien comprendre à ce qu'ils voient ; escargots inséparables de leur coquille, ils traînent partout leur sottise avec eux. Tant il est vrai que, sans réflexion personnelle, une sérieuse libération mentale est impossible. Des remarques équivalentes s'imposent à l'égard de nombreux érudits.

Après avoir démoli, l'individu doit rebâtir, en conformité avec l'idéal qui répond à ses aspirations profondes et à son tempérament. C'est de lui-même, non du milieu ambiant, ni d'un autre, qu'il voudra recevoir les principes directeurs de ses décisions. Si nature et société l'entravent dans son comportement extérieur, son indépendance subsistera entière dans le monde caché de ses intimes jugements. Loin d'être un simple reflet du conformisme environnant, un décalque fidèle des préceptes imposés par la famille et la collectivité, sa conscience repoussera toute maxime contraire à ses goûts personnels ou aux conseils d'une raison éclairée. Rester nous-même, ne point renoncer à nos meilleures aspirations par snobisme, crainte ou persuasion, nous développer sans faire tort à quiconque, sans accepter non plus aucune sorte de contrainte, telle sera notre préoccupation fondamentale. Elle s'étiole, la plante privée d'espace et de grand air; il n'acquiert qu'un développement incomplet, l'arbre constamment maintenu dans l'ombre glacée d'une cour étroite ; pour ne point végéter, l'individu a besoin, lui aussi, d'autonomie morale et d'indépendance. Les personnalités vigoureuses ne vivent jamais longtemps dans une atmosphère étouffante pour l'esprit et pour le sentiment.

Afin de réaliser l'équilibre harmonieux de nos facultés mentales, de mettre d'accord intelligence, cœur et volonté, il faudra lutter avec courage contre nos désirs dangereux et nos inclinations malsaines. Sauf chez quelques individus doués d'un caractère exceptionnellement heureux, la paix intérieure n'est pas un produit spontané : elle est le résultat d'un effort personnel, la récompense d'un travail prolongé et persévérant.

L. Barbedette,

Hospitalité Française

Il n'y a bientôt plus qu'à Paris où l'on entretient encore cette légende de « l'hospitalité française ». J'ai séjourné à plusieurs reprises en Allemagne, même sans avoir aucunement affaire avec la police ! Par contre, j'ai hébergé successivement trois jeunes Allemandes et, chaque fois, police municipale, commissariat, préfecture n'ont pas fait moins de six démarches chez moi pour identifier ces étudiantes ! Pire: elles ont été « filées » par un policier, afin que l'on s'assure bien qu'elles ne se livraient pas à la prostitution ou à l'espionnage !

Voilà des faits qui dispensent d'écrire de longs volumes sur le propos !

Il se peut qu'à un certain moment la France ait été la terre d'asile par excellence. Mais ce temps est fini, bien fini. Interrogez plutôt les habitants de Berlin, de Rome, de Rio-de-Janeiro, de Buenos-Ayres, de Madrid et de Barcelone surtout ! Vous serez fixés sur cette légende parisienne...

La France, à la vérité, est bien hospitalière, mais pour les riches, les financiers, les banquiers, les bandits internationaux et les emmillionnés de tous poils et de tous cuirs. Ah ! ce n'est pas dans les Hôtels de Luxe, les Palaces de Paris, que la police bourgeoise fait ses vérifications d'identité, elle s'en garde soigneusement. Par contre, elle traque toujours et sans pitié l'étranger sans fortune, pauvre, le « métèque », comme disent nos grands journaux pourris. A l'étranger, on le sait bien. Témoin cette déclaration d'un des plus grands quotidiens polonais : « L'Illustrowany Kurjer Codzienny » (21-11-34), à propos des expulsions continuelles de travailleurs polonais : « De tels faits sont en contradiction flagrante avec les principes libéraux et les droits de l'homme que la France prétend incarner. La France paraît oublier que les ouvriers polonais ne sont pas allés en France de leur propre initiative, sous leur responsabilité personnelle, « mais à la suite d'un véritable recrutement officiel fait par le ministre du Travail à Paris, et par les Consulats français en Pologne », lesquels ont organisé et financé les embauchages. La politique de M. Flandin convainc une fois de plus qu'entre la doctrine du libéralisme et son application, il y a d'irréductibles contradictions. »

Nul n'ignore, au surplus, la part prise par le « Comité des Forges » dans l'embauchage de la main-d'œuvre étrangère, les tromperies, abus de confiance et escroqueries dont ont été maintes fois victimes les ouvriers étrangers transplantés à Briey à la suite des promesses fallacieuses des « sergents recruteurs » de MM. de Wendel et Schneider. Aujourd'hui qu'on n'a plus besoin d'eux, on les fout à la porte ! Alors que des mesures radicales — prises contre les détenteurs de privilèges et les vampires du profit — assureraient à tous les ouvriers, français et étrangers, travail et pain sur cette riche terre de France, que possèdent un millier de ploutocrates, et sur laquelle besognent et crèvent des millions de gnots auxquels on laisse à peine l'écuelle de l'esclave antique...

Gabriel GOBRON.

« LA CONQUETE DU PAIN »

Journal - revue des Idées libertaires

ADMINISTRATION

F. PLANCHE

42, Rue de Meudon, 42

BILLANCOURT (Seine)

C.c. Postal : Planche 1807-50 Paris

Refoulements et Expulsions.

Au temps d'après-guerre et d'avant-crise, temps de prospérité, de facilité, de félicité... la France importait de la Main-d'œuvre pour combler les vides laissés par la guerre et repeupler ses campagnes.

Les chefs des grandes Compagnies capitalistes avaient créé dans les pays riches en matériel humain des offices fonctionnant sous le contrôle des consulats et ambassades et grâce auxquels s'opérait une véritable traite des blancs par des agents recruteurs.

Des centaines de milliers de travailleurs furent ainsi « importés » sur la promesse de salaires mirifiques. Ces mercenaires trouvèrent place dans des enfers où les conditions d'existence étaient souvent loin de correspondre aux promesses des soi-disant contrats. Force leur fut de se plier à ces conditions et de se faire.

Avec la crise, cette main-d'œuvre étrangère est de trop. L'Etat, se substituant aux négriers, refoule et expulse en masse les travailleurs devenus encombrants. Et cela sous prétexte de protéger la main-d'œuvre nationale !

La classe ouvrière française n'était réllement animée de cette « conscience de classe » dont parlent les démagogues, se devrait de protester contre le sang-gêne et la goujaterie des dirigeants ; elle sentirait l'offense qui lui est faite par ces mesures d'expulsion arbitraires qui assimile le prolétariat tout entier à un vil bétail qu'on peut conduire à l'aiguillon et à coups de trique.

Mais qu'est devenue la dignité des travailleurs à notre époque ?

La liberté « dirigée ».

Un chansonnier montmartrois qui mettait en chanson les pieds de M. Lebrun (Il paraît que les pieds du personnage élyséen sont excessivement longs) s'est vu interdire l'exercice de son art.

D'autre part, les écrans cinématographiques ne feront plus paraître de figures d'hommes politiques qui attirent les quolibets des spectateurs.

Inutile de parler de la T.S.F. qui, accaparée par l'Etat, proscrit nécessairement de ses programmes tout ce qui n'est pas « bien pensant ».

Et voici que la voix autorisée du maréchal Pétain réclame absolument que l'Ecole primaire soit l'antichambre de la caserne, elle ne l'est pas assez à son goût.

La Raison d'Etat.

Il est donc acquis désormais que le malheureux Van der Lubbe a été immolé à la raison d'Etat du Parti national-socialiste, suggestionné et poussé en avant par des gredins et des aventuriers frénétiques. C'est un épisode, et un des épisodes les plus abominables de l'histoire de l'Etat qui s'est déroulé sous nos yeux. Les prolétaires n'y ont rien compris, et beaucoup même, incapables de toute réflexion et n'ayant d'autre pensée que celle de leur quotidien, ont cru que Van der Lubbe était l'agent conscient des nazis, leur instrument volontaire.

La confession d'un des auteurs de l'affaire, exécuté depuis par son patron, et qui avait rédigé cette confession dans le but de s'abriter contre les coups qu'il pressentait, serait de nature à réhabiliter Van der Lubbe dans l'esprit de ceux qui ont cru à toutes les calomnies déversées sur son compte et devrait aussi permettre de juger sévèrement les accusateurs de Van der Lubbe coalisés dans le mensonge, alors qu'ils n'ignoraient pas l'existence d'un document authentique qui faisait apparaître le rôle de Van der Lubbie sous son vrai jour.

On pouvait s'attendre à ce que cette révélation fît quelque bruit. Il n'en a rien été. « L'Humanité », qui s'acharna particulièrement contre Van der Lubbe, écrivait le 5 décembre que la révélation était « d'une extrême gravité » et qu'elle ne manquerait pas d'avoir des « répercussions internationales immenses ». Le lendemain et les jours suivants elle n'en parla plus et aucun journal n'en parla. Hitler avait imposé silence à tous.

SOUTENONS LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Jusqu'à ces dernières années, il n'y avait pas suffisamment de richesses créées par l'homme pour que puisse être satisfaite, dans la liberté et l'égalité économiques, l'aspiration au bien-être de tous. Aujourd'hui, grâce aux progrès scientifiques et techniques, les champs et les usines pourraient fournir, avec un effort n'atteignant même pas la limite de l'activité de l'homme, des monceaux de richesses qui, sans les barrières douanières, seraient aisément répartis entre tous les continents. La formule: « A chacun selon ses besoins; de chacun suivant ses facultés » résume non plus seulement un idéal mais une réalité immédiatement accessible... économiquement.

Mais, psychologiquement, le monde est loin de l'Anarchie.

Il semble même s'en éloigner chaque jour davantage. A peu près partout, les peuples, désorientés, paraissent chercher leur salut dans le renforcement de l'Autorité, dans les dictatures blanches ou rouges. La mystique de l'Etat totalitaire envahit tous les cerveaux et l'on oublie de plus en plus que la seule réalité vivante est l'homme que méprisent tous les doctrinaires fascistes ou communistes, et que, seul, le socialisme libertaire veut et peut sauver.

Dans cette universelle abdication, un îlot de résistances : l'Espagne qui, moins intoxiquée par le virus autoritaire, a, dans ses groupes anarchistes et ses syndicats, des effectifs assez nombreux, assez ardents, pour imprimer à une Révolution sociale l'empreinte libertaire. Partout ailleurs, les anarchistes ne peuvent qu'assister, quasi impuissants, aux chocs entre fronts autoritaires de droite ou de gauche.

La conclusion? — Elle s'impose d'elle-même. Tout l'effort anarchiste mondial devrait se concentrer sur la péninsule ibérique. Ce sont surtout les moyens *matériels* de propagande et de combat qui manquent à nos camarades.

Il faudrait tenter de les leur fournir par des souscriptions dans tous les pays d'Europe et d'Amérique.

Au lieu de disperser l'activité dans des entreprises sporadiques à peu près stériles, il faudrait porter les efforts conjugués de l'anarchisme international sur le point où l'ennemi est le plus vulnérable.

Que manque-t-il pour que l'idéal libertaire devienne partout réalité? — Un exemple! L'exemple d'une société pouvant vivre heureuse sans maîtres. Le monde, dans ce cas, deviendrait vite mûr psychologiquement pour l'Anarchie.

Tout pour l'Espagne, pour que d'Espagne vienne la libération de tous!

J. Lyg.

G. E. P. S.

COMPTE RENDU ET ÉTAT DE LA CAISSE DE SECOURS

Souscripteurs	*Sommes versées*
Groupe Anar. de Brest....Frs	50
Guillot (Isère)	5
Comité Rédaction V. L.	100
Comité Entr'Aide, Charbonneau	50
Groupe Anar. Saint-Nazaire (Indus-le-Marin)	60
Souscription S. Mac. Say :	
J. Méline.....Frs 10	
M. Houël..... 15	
Ch. Houël..... 20	
Vve Houël..... 20	
Mac. Say..... 20	
A. Desle..... 5	
	90
Grandguillotte	10
André (Bayonne)	10
Dr Elosu	50
Liste de souscription (Biarritz)	25
Reliquat d'une commande...	12
Le 3-12-34. Total reçu ce jour.	462
Secours accordés à B. D., urgent	50
Reste	412
Secours accordés à Perpignan	200
Reste en caisse..	212

Le secrétaire, BABINOT.

LES MARCHANDS DE MORT TRAVAILLENT

Depuis quelques mois existe aux Etats-Unis une commission sénatoriale qui a pris le nom de Senate Munitions Investigation et qui mène une enquête sur les marchands de canons américains. La divergence des intérêts et l'interdépendance des sociétés d'armement ont forcément ouvert un champ d'investigation immense aux enquêteurs.

Les membres de cette commission qui prennent leur rôle à cœur sont l'objet de campagnes calomnieuses dans les journaux américains à la solde des munitionnaires. Cette commission a commencé ses travaux le 4 septembre dernier et les a suspendus à la fin du mois pour les reprendre, après avoir entendu, en qualité de témoins, les représentants des principales maisons intéressées.

Les débats étaient dirigés par le sénateur Nye, assisté, entre autres, des sénateurs Clark, Pope, Bone, George et Babour. Il y avait là des démocrates et des républicains.

Ces enquêteurs ont été menacés d'être expulsés de la vie publique. Mais le sénateur Nye qui ne se laisse pas intimider dit qu'il n'a fait que « gratter la surface » des documents qu'il a entre les mains et qu'il ne cédera pas au chantage.

Il est difficile de se représenter exactement l'influence de ces sociétés; particuliers influents, hommes d'Etat, ambassadeurs, membres de famille royale ont fait le jeu des marchands de mort. L'argent obtint les silences et les complicités nécessaires ; silence nécessaire ! à tel point que les industriels américains interrogés dans ces affaires ne pardonnent pas la publicité qui en est faite, publicité favorable, disent-ils, aux concurrents européens, car dans cette affaire ils voient le côté « intérêt », ignorant le côté « moral », leur activité — est-ce hypocrisie — leur paraissant normale.

***

La commission apprit, en procédant à l'audition des administrateurs de l' « Electric Boat Company », que cette société vendit au Japon et à d'autres pays le brevet de son dernier modèle de sous-marin, ce qui lui permit de faire des bénéfices substantiels. Les Etats-Unis furent traités, à cette occasion, tout comme n'importe quel pays étranger.

L' « Electric Boat Company » et la « British Vickers-Armstrong » partagèrent le monde entre elles, par un accord secret délimitant la vente des sous-marins et la distribution des avantages, sans qu'aucun compte fût tenu des considérations patriotiques. M. Henry R. Carse, président du Conseil d'administration de l' « Electric Boat », reconnut que sa société touchait un pourcentage sur toutes les affaires de sous-marins traitées par la « Vickers » en Europe. L' «Electric Boat» perçoit sa part sur tous les sous-marins construits dans les chantiers continentaux de la « Vickers ». M. Carse déclara, dans sa déposition écrite, que « Vickers » s'était réservé le droit exclusif de travailler dans l'Empire britannique. L' « Electric Boat » avait obtenu le monopole du commerce de sous-marins avec les Etats-Unis, la France, le Brésil, le Japon, l'Angleterre, le Pérou, l'Italie, la Finlande et Cuba, le reste du monde pouvant être exploité librement par les deux sociétés.

« Ainsi, notre trust gagnait même quand nos concurrents faisaient des affaires », déclara M. Carse.

M. Carse révéla ensuite qu'entre 1919 et 1930, sir Basil Zaharoff reçut $ 766.099 (environ 19 millions de francs) rien que sur les affaires traitées par l' « Electric Boat » en Espagne. En général, son pourcentage est de 5 % du montant des affaires traitées.

L' « Electric » vendait beaucoup au Japon et ne traitait les Etats-Unis que comme un pays parmi les autres.

« Vickers » lui ristournait 40 % sur les bénéfices nets des affaires traitées en Europe continentale, et 50 % sur celles de Grande-Bretagne et d'Irlande.

...Basil Zaharoff, — son nom est revenu souvent dans ces débats, — touchait des deux côtés : côté de l' « Electric Boat » et de la «Vickers». Il se plaignait des progrès faits en Espagne par les maisons allemandes. « Notre ambassadeur en Espagne », disait-il, — feu Alexandre J. Moore, qui avait été précédemment ministre au Pérou — « est un homme intelligent. Vous devez obtenir du Département d'Etat qu'il écrive au gouvernement espagnol pour lui dire combien il est satisfait des navires de l' « Electric ». Dès que ce sera fait, j'obtiendrai facilement une lettre analogue du gouvernemnt britannique ».

Vickers, Schneider, Du Pont de Nemours, Electric Boat, sont les noms qui reviennent dans les dépositions. Michel Clemenceau apparaît comme un agent de la Vickers, le prince de Galles ainsi que le roi George V.

Les maisons d'armement ont vendu indistinctement leurs inventions ou leur matériel aux peuples qui voulaient bien acheter. Dans le conflit du Chaco, notamment, Webster, représentant de la Curtiss Wright, avait négocié en même temps avec la Bolivie et le Paraguay.

Le Chili était un gros client des firmes européennes. Le sous-secrétaire d'Etat chilien à l'aviation, A. Merimo, fut invité par le prince de Galles à venir le voir à Londres. Entre temps les agents de la Curtiss agirent et en fin de compte le Chili passa marché avec la Curtiss.

Le roi George V fut mêlé aussi à ces discussions. « Pendant des années la Driggs ordnance and Engineering Company de New-York avait déployé de grands efforts pour vendre des munitions à la Pologne. En 1932, elle avait entamé des pourparlers en vue de la livraison d'un certain nombre de canons de défense anti-aérienne. Or, le 20 janvier 1932, l'agent de la Driggs Company à Varsovie envoyait au directeur de New-York un télégramme **indiquant que le roi George était intervenu personnellement auprès du gouvernement polonais** en faveur des fournisseurs britanniques, et notamment en faveur de la « Vickers Armstrong ».

» Ce télégramme se trouve dans les dossiers de la « Driggs Company ». et le sénateur Pope, membre de la Commission, en donna lecture.

« Voici le contenu de ce télégramme:

« Roi d'Angleterre convoqué ambas-
« sadeur polonais à Londres, et inter-
« venu en faveur contrat vente anglais
« de canon 75 mm. nouvelle artillerie
« mobile montée. Le « chef » (1) ré-
« siste pression terrible. Défendons
« difficilement nos positions. Stop.
« Devez vous dépêcher faire venir
« commission officielle polonaise en
« Amérique. Stop. Attend impatiem-
« ment votre télégramme promis pour
« aujourd'hui. »

« Quand le sénateur Pope eut fini de lire cette dépêche, M. L. Driggs, présent en qualité de témoin, s'écria :

— Ce sont là des choses qu'on ne rend jamais publiques !

— Qu'est-ce que vous avez à dire de l'allusion faite au roi George? lui demanda le sénateur Pope.

— C'est le genre d'activité que la maison royale d'Angleterre a déployé récemment encore, répondit Driggs.

— Pensez-vous que votre agent de Varsovie a dit la vérité?

— J'en suis absolument certain ! répondit Driggs sans hésiter.

BREVE INCURSION EN CHINE

Venant à parler de l'activité déployée en Extrême-Orient par plusieurs manufactures d'armes américaines, le sénateur Nye, président de la Commission d'enquête, donna lecture d'un document attestant que « outre les ventes d'avions américains réalisées en Chine grâce à des pots de vin versés à divers généraux chinois, la « United States Ordnance Engineer Inc. » avait joué un rôle décisif dans l'équipement du gouvernement de Nankin avec des gaz asphyxiants. Un autre document fut ensuite divulgué par le sénateur Nye indiquant d'une manière irréfutable que l' « **emprunt du blé** » **de 10 millions de dollars, contracté l'année dernière par la Chine pour nourrir la population victime de la famine, « a été employé presque intégralement, sur l'initiative de démarcheurs américains et autres, à l'achat d'armes et de munitions...** »

UN MISSIONNAIRE QUI VEND DES BOMBES A GAZ

Dans une de ses dernières séances, la Commission Nye s'occupa de l'activité de la « Federal Laboratories, Inc. » de Pittsburgh, dont le président. J. W. Young, eut à répondre à certaines questions concernant le rôle joué en Amérique centrale par son frère, le missionnaire Paul Young, de la « Christian Missionary Alliance ».

« L'activité de ce nouveau Saint Paul, remarqua le sénateur Bone, que je me figure volontiers tenant dans une main un tambour de basque, et dans l'autre main une bombe à gaz,

(1) Il s'agit d'un général polonais chargé du choix des canons.

semble donner un sens tout à fait nouveau à l'ancien cantique : « En avant, soldat du Christ ! »

PRESSIONS DE LA DERNIERE HEURE

On conçoit que les révélations de la Commission d'enquête sur le trafic d'armes aient jeté le plus vif émoi dans les milieux officiels de tous les pays, et surtout parmi les personnes mises en cause comme ayant touché des commissions. Dès le 11 septembre, le secrétaire d'Etat Hull eut une conférence avec le sénateur Nye, au cours de laquelle ce dernier fut mis au courant des « vives protestations diplomatiques » reçues à Washington à la suite des travaux de la Commission. Mais le sénateur Nye déclara : « La Commission que je préside ne changera en rien son programme originel. Nous continuerons notre enquête jusqu'au bout, et nous laisserons parler la vérité. »

Or, le 14 septembre, une nouvelle conférence eut lieu entre le sénateur Nye et les secrétaires d'Etat Hull et Roper. M. Hull fit connaître de nouvelles et très énergiques protestations émanant de plusieurs chancelleries étrangères, et M. Roper parla du préjudice que les révélations de la Commission d'enquête pouvaient causer aux échanges commerciaux des Etats-Unis avec certains pays. Il lut notamment un communiqué chilien spécifiant que, désormais, le Chili ne s'adressera plus, pour ses besoins militaires, aux manufactures des Etats-Unis.

QUELQUES PROFITS

En 1802 Eleuthère Irénée Dupont émigra en Amérique et devint fabricant de poudre. Après des fortunes diverses, secondé par des financiers français, il parvint à réaliser une société solide. Par la suite, cette affaire devint la Cie Dupont de Nemours, trust formidable. Mis en cause par les révélations, les Dupont se sont rendus à la Commission d'enquête.

De leur interrogatoire, il résulte que :

Avant 1914, la société avait (pour employer les propres termes de Pierre Dupont) des débouchés très limités. Mais, dès la première année de la guerre, les choses changèrent du tout au tout, et les commandes obtenues par la société de la part des belligérants se sont chiffrées :

En 1914, par 19 millions de dollars-or (475 millions de francs);

En 1915, par 319 millions de dollars-or (8 milliards de francs);

En 1916, par 182 millions de dollars-or (4 milliards et demi de francs);

En 1917, par 316 millions de dollars-or (8 milliards de francs);

Et, en 1918, par 410 millions de dollars-or (plus de 10 milliards de francs).

***

On voit donc de quelle puissance les marchands de mort disposent pour parvenir à leurs fins; il y a de quoi être angoissés. Lorsque l'on ouvre un journal, aujourd'hui, l'on est frappé par les campagnes que l'on y mène ; qui les paie?

L'étranger est représenté comme un matamore, un ennemi contre qui il importe de se défendre. L'Allemagne — dit-on — arme, construit des avions ; pendant ce temps, les parlementaires émus (!) écoutent sans protester les élucubrations patriotiques les plus saugrenues. L'opinion insensiblement se forme, il n'est pas jusqu'à l'opinion dite révolutionnaire qui ne se prépare au fait que tout contribue à rendre immanent.

Tous les prétextes sont bons pour fabriquer un matériel de guerre coûteux, périmé tous les six mois, mais dont profitent les bénéficiaires des marchés de guerre. La Yougoslavie vient d'instaurer le service de deux ans et des périodes de six mois ; la France envisage aussi la période de deux ans. Où allons-nous et que veut-on? En 1913 nous avons eu les 3 ans ; tente-t-on la même manœuvre?

Les maîtres du monde qui voient les choses de loin ne laissent rien au hasard ; ils savent doser l'inquiétude qu'une presse stipendiée, bonne à toutes les besognes, sait répandre perfidement.

Les extraits que nous avons donnés des séances de la Chambre des députés nous montrent que les profiteurs de mort avaient combiné leur affaire avant 1914. Leurs agissements secrets ont permis de jeter les uns contre les autres, en 1914, des millions d'hommes. Or, aujourd'hui pas plus qu'en 1914, les peuples n'ont intérêt a se battre ; si cette éventualité se produisait ce serait toujours pour le profit d'une poignée d'hommes assoiffés de richesses, pour qui la vie humaine compte moins que quelques millions de bénéfices. Nous sommes en plein dans l'ère des guerres d'affaires et d'hégémonie des trustes. Il est utile, indispensable que les peuples le sachent, s'ils veulent sauver leur vie.

Nadaud.

NOTE. — Les documents dont nous nous sommes servis pour cet article ont paru dans le numéro de « Lu » du 5 octobre.

L'ESPRIT CAPITALISTE

Selon M. Gignoux, une des lumières de l'économisme, il n'y a pas à proprement parler de *chaos capitaliste*.

« Ce qu'on appelle, écrit-il, le « chaos capitaliste » n'est que le mauvais rendement d'un organisme faussé, depuis vingt ans, par des interventions étatistes incohérentes. »

Pour M. Gignoux il ne fait aucun doute que les interventions de l'Etat ne sont *cohérentes* que lorsqu'elles profitent directement au capitalisme. Par exemple lorsque l'Etat livre à l'exploitation des grandes Compagnies des richesses naturelles: minerai, houille noire, houille blanche, etc., quand l'Etat lance à grands frais ses prospecteurs et ses armées sur des territoires vierges, pour que les sociétés capitalistes puissent ensuite y fructifier, au détriment des indigènes spoliés, pressurés, réduits à l'esclavage, battus, mutilés et exterminés, comme cela se voit aux colonies, ou encore lorsque l'Etat met toute sa diplomatie au service des appétits d'hégémonie du capitalisme en mal de débouchés nouveaux ou à la recherche de sources d'approvisionnement au risque de déclancher une guerre comme cela s'est vu en 1914.

Mais dès lors que l'Etat n'obéit plus aux directives du capitalisme, s'y montre rétif et même s'y oppose, il sombre dans l'incohérence, il est à réformer.

C'est bien ce qu'entend M. Gignoux qui concède cependant, et c'est un aveu qui doit lui coûter, que « le capitalisme a le devoir de s'imposer une discipline matérielle et morale (*sic*) dont l'éclipse risque de fournir à l'interventionnisme les occasions qui lui manquent... »

M. Gignoux veut dire sans doute, qu'à défaut de cette discipline d'esprit et de fait dans l'ordre de choses capitaliste, intervention de l'Etat, c'est-à-dire l'étatisme, s'impose et ne pourra que s'accroître. Et nous saisissons bien que, l'étatisme ainsi considéré est l'*effet* dont la *cause* est l'esprit d'indiscipline actuel du capitalisme. Le remède général consisterait donc dans ce qu'on pourrait appeler la *refonte des mœurs capitalistes*, leur réadaptation à des circonstances nouvelles.

***

Jusqu'à quel point est-il permis d'envisager cette refonte? N'y a-t-il pas dans le capitalisme un principe qui en élimine la possibilité? En un mot le capitalisme n'est-il pas, d'un point de vue social, le *mal* traduit à l'état de fait permanent? Si cette conclusion doit se dégager de l'observation et de l'étude. il n'y a plus qu'un remède : c'est l'extirpation du mal tout entier. Le capitalisme extirpé, l'Etat lui-même, — à moins qu'il ne se pare de tous les attributs du capitalisme et qu'il résorbe en son sein tout le mal inhérent au système, — est appelé nécessairement à céder la place à des formes d'organisation infiniment plus souples, plus aérées, plus larges, mieux adaptées aux conditions naturelles de la vie des hommes.

Pour tout esprit objectif, le principe capitaliste qui implique l'exploitation de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme est condamnable comme fauteur d'antagonismes irréductibles, de discordes, de rivalités, de luttes qui ne peuvent que s'envenimer à mesure précisément que se développent la compréhension et la révolte chez les éternels spoliés, révolte que seul peut contenir et comprimer au jour le jour un Pouvoir coercitif de plus en plus fort.

Ce Pouvoir coercitif, grâce auquel le capitalisme est à l'abri des assauts des exploités, c'est l'Etat qui l'exerce aux frais de la collectivité, aux frais des exploités aussi bien qu'aux frais des exploiteurs, et il coûte terriblement cher, car aujourd'hui, pour recruter en grand nombre les agents de coercition et de répression qui lui sont nécessaires, et les recruter dans le peuple même, parmi les classes exploitées. l'Etat doit y mettre le prix. Quand on observe ce grossissement indéfini des forces de police dans une société déficiente à tous égards, où l'Etat lui-même est mal assis, on se demande si elles ne finiront pas un jour par dominer l'Etat qui déjà subit leur pression.

***

Si, en retour de cette coercition et de vaste parasitisme que le capitalisme impose pour sa protection sous un prétexte d'ordre social, il se montrait capable d'assurer une relative aisance générale, le problème moral, de justice, de liberté, resterait entier (et il suffirait à animer une minorité d'élite), mais le problème économique pourrait être considéré comme sommairement résolu par le plus grand nombre. Le travailleur paierait sa dîme au capitaliste, comme le serf la payait au seigneur, et il gagnerait en échange un certain bien-être, un certain confort.

L'exemple américain a laissé croire tout un temps qu'effectivement le système capitaliste était capable de conduire à un tel résultat. On a dû déchanter depuis. Aujourd'hui on s'aperçoit universellement que le capitalisme ne peut nullement remplir ce rôle de dispensateur de confort : à côté de richesses accumulées, à côté de vivres entassés, il laisse dépérir des millions d'êtres humains.

(*Lire la suite en 7e page.*)

MÉMOIRE DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

XII

Articles de Bakounine parus dans *l'Egalité* de fin juin à fin août 1869

LES ENDORMEURS

I

L'Association internationale des bourgeois démocrates, qui s'appelle « la Ligue internationale de la paix et de la liberté », vient de lancer son nouveau programme, ou plutôt elle vient de pousser son cri de détresse, un appel fort touchant à tous les démocrates-bourgeois de l'Europe, qu'elle supplie ne point la laisser périr faute de moyens. Il lui manque plusieurs milliers de francs pour continuer son journal, pour l'achèvement du bulletin de son dernier congrès et pour rendre possible la réunion d'un congrès nouveau, en suite de quoi le Comité central, réduit à la dernière extrémité, a résolu d'ouvrir une souscription, et il invite tous les sympathisants et croyants de cette ligue bourgeoise de vouloir bien prouver leur sympathie et leur foi, en lui envoyant, à n'importe quel titre, le plus d'argent possible.

En lisant cette circulaire nouvelle du Comité central de la Ligue, on croit entendre des moribonds qui s'efforcent de réveiller des morts. Pas une pensée vivante, rien que la répétition de phrases rebattues et l'expression impuissante de vœux aussi vertueux que stériles, et que l'histoire a depuis longtemps condamnés, à cause même de leur désolante impuissance.

Et pourtant, il faut rendre cette justice à la Ligue de la paix et de la liberté qu'elle réunit dans son sein les bourgeois les plus avancés, les plus intelligents, les mieux pensants et les plus généreusement disposés de l'Europe, bien entendu à l'exception d'un petit groupe d'hommes qui, quoique nés et élevés dans la classe bourgeoise, du moment qu'ils ont compris que la vie s'était retirée de cette classe respectable, qu'elle n'avait plus aucune raison d'être et qu'elle ne pouvait continuer d'exister qu'au détriment de la justice et de l'humanité, ont brisé toute relation avec elle en lui tournant le dos, se sont mis résolument au service de la grande cause de l'émancipation des travailleurs exploités et dominés aujourd'hui par cette même bourgeoisie.

Comment se fait-il donc que cette Ligue, qui compte tant d'individus intelligents, savants et sincèrement libéraux dans son sein, manifeste aujourd'hui une si grande pauvreté de pensée et une incapacité évidente de vouloir, d'agir et de vivre?

Cette incapacité et cette pauvreté ne tiennent pas aux individus, mais à la classe tout entière à laquelle ces individus ont le malheur d'appartenir. Cette classe, la bourgeoisie, comme corps politique et social, après avoir rendu des services éminents à la civilisation du monde moderne, est aujourd'hui historiquement condamnée à mourir. C'est le seul service qu'elle puisse rendre encore à l'humanité qu'elle a servie si longtemps par sa vie. Eh bien, elle ne veut pas mourir. Voilà l'unique cause de sa bêtise actuelle et de cette honteuse impuissance qui caractérise aujourd'hui chacune de ses entreprises politiques, nationales aussi bien qu'internationales.

La Ligue toute bourgeoise de la paix et de la liberté veut l'impossible : elle veut que la bourgeoisie continue d'exister et qu'en même temps elle continue de servir le progrès. Après de longues hésitations, après avoir nié au sein de son Comité, vers la fin de l'an 1867, à Berne, l'existence même de la question sociale; après avoir repoussé dans son dernier congrès, par le vote d'une immense majorité, l'égalité économique et sociale, *elle est enfin arrivée à comprendre qu'il est devenu absolument impossible de faire désormais un seul pas en avant dans l'histoire sans résoudre la question sociale et sans faire triompher le même principe de l'égalité ! Sa circulaire invite tous ses membres à coopérer activement à* « tout ce qui peut hâter l'avènement du règne de la justice et de l'égalité ». *Mais en même temps, elle pose cette question : « Quel rôle doit prendre la bourgeoisie dans la question sociale ? »*

Nous lui avons déjà répondu. Si réellement elle désire rendre un dernier service à l'humanité; si son amour pour la liberté vraie, c'est-à-dire universelle et complète et égale pour tous, est sincère : si elle veut, en un mot, cesser d'être la réaction, il ne lui reste qu'un seul rôle à remplir : c'est celui de mourir avec grâce et le plus tôt possible.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de la mort des individus qui la composent, mais de sa mort comme corps politique et social, économiquement séparé de la classe ouvrière.

Quelle est aujourd'hui la sincère expression, le sens unique, l'unique but de la question sociale ? c'est comme le reconnaît enfin le Comité central lui-même : le triomphe et la réalisation de l'égalité. *Mais n'est-il pas évident alors que la bourgeoisie doit périr, puisque son existence comme corps économiquement séparé de la masse des travailleurs implique et produit nécessairement l'inégalité.*

On aura beau recourir à tous les artifices de langage, embrouiller les idées et les mots et sophistiquer la science sociale au profit de l'exploitation bourgeoise, tous les esprits judicieux et qui n'ont point d'intérêt à se tromper comprennent aujourd'hui que tant qu'il y aura, pour un certain nombre d'hommes économiquement privilégiés, une manière et des moyens particuliers de vivre, qui ne sont pas ceux de la classe ouvrière; que tant qu'il y aura un nombre plus ou moins considérable d'individus qui hériteront à différentes proportions des capitaux ou des terres qu'ils n'auront pas produits par leur propre travail, tandis que l'immense majorité des travailleurs n'héritera de rien du tout; que tant que l'intérêt du capital et la rente de la terre permettront plus ou moins à ces privilégiés de vivre sans travailler; et qu'en supposant même, ce qui, dans un pareil rapport de fortunes, n'est pas admissible — supposant que dans la société tous travaillent soit par obligation, soit par goût, mais qu'une classe de la société, grâce à sa position économiquement et par là même socialement et politiquement privilégiée, puisse se livrer exclusivement aux travaux de l'esprit, tandis que l'immense majorité des hommes ne pourra se nourrir que du travail de ses bras et que, en un mot, tant que tous les individus naissant à la vie ne trouveront pas dans la société les mêmes moyens d'entretien, d'éducation, d'instruction, de travail et de jouissance, — l'égalité politique, économique et sociale sera à tout jamais impossible.

C'est au nom de l'égalité que la bourgeoisie a jadis renversé, massacré la noblesse. C'est au nom de l'égalité que nous demandons aujourd'hui soit la mort violente, soit le suicide volontaire de la bourgeoisie, avec cette différence que, moins sanguinaires que ne l'ont été les bourgeois, nous voulons massacrer, non les hommes, mais les positions et les choses. Si les bourgeois se résignent et laissent faire, on ne touchera pas un seul de leurs cheveux. Mais tant pis pour eux si, oubliant la prudence et sacrifiant leurs intérêts individuels aux intérêts collectifs de leur classe condamnée à mourir, ils se mettent en travers de la justice à la fois historique et populaire, pour sauver une position qui bientôt ne sera plus tenable.

(Egalité *du 26 juin* 1869.)

II

Une chose qui devrait faire réfléchir les partisans de la Ligue de la Paix et de la Liberté, *c'est la situation financière misérable dans laquelle cette Ligue, après deux années à peu près d'existence, se trouve aujourd'hui. Que les bourgeois-démocrates les plus radicaux de l'Europe se soient réunis sans avoir pu ni créer une organisation effective, ni engendrer une seule pensée féconde et nouvelle, c'est un fait sans doute très affligeant pour la bourgeoisie actuelle, mais qui ne nous étonnera plus, parce que nous nous sommes rendu compte de la cause principale de cette stérilité et de cette impuissance. Mais comment se fait-il que cette Ligue toute bourgeoise et qui, comme telle, est évidemment composée de membres incomparablement plus riches et plus libres dans leurs mouvements et leurs actes que les membres de l'Association Internationale des Travailleurs, comment se fait-il qu'aujourd'hui elle périsse* faute de moyens matériels, *tandis que les ouvriers de l'Internationale, misérables, opprimés par une foule de lois restrictives et odieuses, privés d'instruction, de loisirs et accablés sous le poids d'un travail assommant, ont su créer en peu de temps une organisation internationale formidable et une foule de journaux qui expriment leurs besoins, leurs vœux, leur pensée ?*

A côté de la banqueroute intellectuelle et morale dûment constatée, d'où vient encore cette banqueroute financière de la Ligue de la Paix et de Liberté ?

Comment, tous ou presque tous les radicaux de la Suisse, unis à la Volkspartei *de l'Allemagne, aux démocrates garibaldiens d'Italie et à la démocratie radicale de la France, sans oublier l'Espagne et la Suède, représentées, l'une par Emilio Castelar lui-même et l'autre par cet excellent colonel qui a désarmé les esprits et conquis tous les cœurs au dernier Congrès de Berne; comment, des hommes pratiques, de grands faiseurs politiques comme M. Haussmann et comme tous les rédacteurs de la* Zukunft, *des esprits comme MM. Lemonnier, Gustave Vogt et Barni, des athlètes comme MM. Armand Gœg et Chaudey auraient mis la main à la création de la Ligue de la Paix et de la Liberté, bénie de loin par Garibaldi, par Quinet et par Jacoby de Kœnigsberg, et après avoir traîné pendant deux ans une existence misérable, cette Ligue doit mourir aujourd'hui, faute de quelques milliers de francs ! Comment, même l'embrassement symbolique et pathétique de MM. Armand Gœg et Chaudey qui, représentants l'un de la grande patrie germanique, l'autre de la grande nation, en plein Congrès, se sont jetés dans les bras l'un de l'autre, en criant devant toute l'assistance ahurie :* « Pax ! Pax ! Pax ! » *jusqu'à faire pleurer d'enthousiasme et d'attendrissement le petit Théodore Beck, de Berne; comment, tout cela n'a pas pu attendrir, ramollir les cœurs secs des bourgeois de l'Europe, et leur faire délier les cordons de leurs bourses — tout cela n'a pas produit un sou !*

La bourgeoisie aurait-elle déjà fait banqueroute ? Pas encore. Ou bien aurait-elle perdu le goût de la liberté et de la paix ? Pas du tout. La liberté, elle continue de l'aimer toujours, bien entendu à cette seule condition que cette liberté n'existe que pour elle seule, c'est-à-dire à condition qu'elle conserve toujours la liberté d'exploiter l'esclavage de fait des masses populaires qui, n'ayant dans les constitutions actuelles, de la liberté que le droit, non les moyens, restent forcément asservies au joug des bourgeois. Quant à la paix, jamais la bourgeoisie n'en a ressenti autant le besoin qu'aujourd'hui. La paix armée qui écrase le monde européen à cette heure l'inquiète, la paralyse et la ruine.

Comment se fait-il donc que la bourgeoisie, qui n'a pas encore fait banqueroute, d'un côté, et qui, de l'autre, continue à aimer la liberté et la paix, ne veuille pas sacrifier un sou à l'entretien de la Ligue de la Paix et de la Liberté ?

C'est parce qu'elle n'a pas foi dans cette Ligue. Et pourquoi n'y a-t-elle pas foi ? C'est parce qu'elle n'a plus aucune foi en elle-même. Croire, c'est vouloir avec passion, et elle a irrévocablement perdu la puissance de vouloir. En effet, que pourrait-elle encore vouloir raisonnablement aujourd'hui, comme classe séparée ? N'a-t-elle pas tout : richesse, science et domination exclusive ? Elle n'aime pas trop la dictature militaire qui la protège un peu brutalement, il est vrai, mais elle en comprend bien la nécessité et elle s'y résigne par sagesse, sachant fort bien qu'au moment même où cette dictature sera brisée, elle perdra tout et cessera d'exister. Et vous lui demandez, citoyens de la Ligue, qu'elle vous donne son argent et qu'elle vienne se joindre à vous pour détruire cette dictature salutaire ? Pas si bête ! — Douée d'un esprit plus pratique que le vôtre, elle comprend ses intérêts mieux que vous.

Vous vous efforcez de la convaincre en lui montrant l'abîme vers lequel elle se laisse fatalement entraîner, en suivant cette voie de conservation égoïste et brutale. Et croyez-vous qu'elle ne le voit pas, cet abîme ? Elle sent aussi bien que vous l'approche de la catastrophe qui doit l'engloutir. Mais voici le calcul qu'elle se fait : « Si nous maintenons ce qui est, se disent les conservateurs bourgeois, nous pouvons espérer de traîner notre existence actuelle encore des années, de mourir avant l'avènement de la catastrophe peut-être — et après nous le déluge ! Tandis que si nous nous laissons entraîner dans la voie du radicalisme et renversons les pouvoirs actuellement établis, nous périrons demain. Mieux vaut encore conserver ce qui est. »

Les conservateurs bourgeois comprennent mieux la situation actuelle que les bourgeois radicaux. Ne se faisant aucune illusion, ils comprennent qu'entre le système bourgeois qui s'en va et le socialisme qui doit prendre sa place, il n'y a point de transaction possible. Voici pourquoi tous les esprits réellement pratiques et toutes les bourses bien remplies de la bourgeoisie se tournent du côté de la réaction, laissant à la Ligue de la Paix et de la Liberté les cerveaux moins puissants et les bourses vides, ensuite de quoi cette ligue vertueuse, mais infortunée, fait aujourd'hui une double banqueroute.

Si quelque chose peut prouver la mort intellectuelle, morale et politique du radicalisme bourgeois, c'est son impuissance actuelle de créer la moindre des choses, impuissance déjà si bien constatée en France, en Allemagne, en Italie et qui se manifeste avec plus d'éclat que jamais aujourd'hui en Espagne. Voyons, il y a neuf mois à peu près, la révolution avait éclaté et triomphé en Espagne. La bourgeoisie avait sinon la puissance, au moins tous les moyens pour se donner la puissance. Qu'a-t-elle fait ? La royauté et la régence de Serrano.

(Egalité *du 3 juillet* 1869.)

III

Quelque profonds que soient notre antipathie, notre défiance et notre mépris pour la bourgeoisie moderne, il est toutefois deux catégories dans cette classe dont nous ne désespérons pas de voir tout au moins une partie se laisser convertir tôt ou tard par la propagande socialiste, et qui, poussées l'une par la force même des choses et par les nécessités de sa position actuelle, l'autre par un tempérament généreux, devront prendre part sans doute avec nous à la destruction des iniquités présentes et à l'édification du monde nouveau.

Nous voulons parler de la toute petite bourgeoisie *et de la* jeunesse des écoles et des universités. *Dans un autre article nous traiterons particulièrement la question de la petite bourgeoisie. Disons aujourd'hui quelques mots sur la jeunesse bourgeoise.*

Les enfants des bourgeois héritent, il est vrai, le plus souvent les habitudes exclusives, les préjugés étroits et les instincts égoïstes de leurs pères. Mais tant qu'ils restent jeunes, il ne faut point désespérer d'eux. Il est dans la jeunesse une énergie, une largeur d'aspirations généreuses et un instinct naturel de justice, capables de contrebalancer bien des influences pernicieuses. Corrompus par l'exemple et par les préceptes de leurs pères, les jeunes gens de la bourgeoisie ne le sont pas encore par la pratique réelle de la vie ; leurs propres actes n'ont pas encore creusé un abîme entre la justice et eux-mêmes, et quant aux mauvaises traditions de leurs pères, ils en sont sauvegardés quelque peu par cet esprit de contradiction et de protestation naturelles dont les jeunes générations sont toujours animées vis-à-vis des générations qui les ont précédées. La jeunesse est irrespectueuse, elle méprise instinctivement la tradition et le principe de l'autorité. Là sont sa force et son salut.

Vient ensuite l'influence salutaire de l'enseignement, de la science. Oui, salutaire en effet, mais à condition seulement que l'enseignement ne soit point faussé et que la science ne soit pas falsifiée par un doctrinarisme pervers au profit du mensonge officiel et de l'iniquité.

Malheureusement, aujourd'hui, l'enseignement et la science, dans l'immense majorité des écoles et des universités de l'Europe, se trouvent précisément dans cet état de falsification systématique et préméditée. On pourrait croire que ces dernières ont été établis exprès pour l'empoisonnement intellectuel et moral de la jeunesse bourgeoise. Ce sont autant de boutiques de privilégiés, où le mensonge se vend en détail et en gros.

Sans parler de la théologie qui est la science du mensonge divin; ni de la jurisprudence qui est celle du mensonge humain; sans parler aussi de la métaphysique ou de la philosophie idéale qui est la science de tous les demi-mensonges, toutes les autres sciences : histoire, philosophie, politique, science économique, sont essentiellement falsifiées, parce que, privées de leur base réelle, la science de la nature, elles se fondent toutes également sur la théologie, sur la métaphysique et sur la jurisprudence.

On peut dire sans exagération que tout jeune homme qui sort de l'université, imbu de ces sciences ou plutôt de ces mensonges et de ces demi-mensonges systématisés, qui s'arrogent le nom de science, à moins que des circonstances extraordinaires ne viennent le sauver, est perdu. Les professeurs, ces prêtres modernes de la fourberie politique et sociale patentée, lui ont inoculé un poison tellement corrosif qu'il faut vraiment des miracles pour le guérir. Il sort de l'université un doctrinaire achevé, plein de respect pour lui-même et de mépris pour la canaille populaire, qu'il ne demande pas mieux que d'opprimer et d'exploiter surtout, au nom de sa supériorité intellectuelle et morale. Alors, plus il est jeune et plus il est malfaisant et odieux.

Il en est autrement de la faculté des sciences exactes et naturelles. Voilà les vraies sciences ! Etrangères à la théologie et à la métaphysique, elles sont hostiles à toutes les fictions et se fondent exclusivement sur la connaissance exacte et sur l'analyse consciencieuse des faits et sur le raisonnement pur, c'est-à-dire sur le bon sens de chacun, élargi par l'expérience bien combinée de tout le monde. Autant les sciences idéales sont autoritaires et aristocratiques, autant les sciences naturelles sont démocratiques et largement libérales. Aussi que voyons-nous : tandis que les jeunes gens qui étudient les sciences idéales se jettent avec passion, presque tous, dans le parti du doctrinarisme exploiteur et réactionnaire, les jeunes gens qui étudient les sciences naturelles embrassent avec une égale passion le parti de la révolution. Beaucoup d'entreux sont de francs socialistse-révolutionnaires comme nous-mêmes. Voilà les jeunes gens sur lesquels nous comptons.

Les manifestations du dernier Congrès de Liége nous font espérer que bientôt nous verrons toute cette partie intelligente et généreuse de la jeunesse des universités former au sein même de l'Association internationale des travailleurs des sections nouvelles. Leur concours sera précieux, à condition seulement qu'ils comprennent que la mission de la science aujourd'hui n'est plus de dominer, mais de servir le travail, et qu'ils auront bien plus de choses à apprendre chez les travailleurs qu'à leur en enseigner. S'ils forment, eux, une partie de la jeunesse bourgeoise, les travailleurs sont la jeunesse actuelle de l'humanité; ils en portent tout l'avenir en eux-mêmes. Dans les événements qui se préparent, les travailleurs seront donc les aînés, les étudiants de bonne volonté, les cadets.

Mais revenons à cette pauvre Ligue de la Paix et de la Liberté. Comment se fait-il que dans ces congrès, la jeunesse bourgeoise ne brille que par son absence ? Ah ! c'est parce que pour les uns, pour les doctrinaires, elle est déjà trop avancée, et que pour la minorité socialiste, elle l'est trop peu. Puis vient la grande masse des étudiants, le ventre, des jeunes gens noyés dans la nullité et indifférents pour tout ce qui n'est pas l'amusement trivial d'aujourd'hui ou l'emploi lucratif de demain. Ceux-là ignorent jusqu'à l'existence même de la Ligue de la Paix et de la Liberté.

Lorsque Lincoln fut élu président des Etats-Unis, feu le colonel Douglas, qui était alors l'un des principaux chefs du parti vaincu, s'était écrié : « Notre parti est perdu, la jeunesse n'est plus avec nous ! » Eh bien ! Cette pauvre Ligue n'a jamais eu de jeunesse, elle est née vieille, et elle mourra sans avoir vécu.

Ce sera également le sort de tout le parti de la bourgeoisie radicale en Europe. Son existence n'a jamais été qu'un beau rêve. Il a rêvé pendant la Restauration et la Monarchie de juillet. En 1848, s'étant montré incapable de constituer quelque chose de réel, il a fait une chute déplorable, et le sentiment de son incapacité et de son impuissance l'a poussé jusque dans la réaction. Après 1848, il a eu le malheur de se survivre. Il rêve encore ! Mais ce n'est plus un rêve d'avenir, c'est le rêve rétrospectif d'un vieillard qui n'a jamais réellement vécu; et tandis qu'il s'obstine à rêver lourdement, il sent autour de lui le monde nouveau qui s'agite, la puissance de l'avenir qui naît. C'est la puissance et le monde des travailleurs.

Le bruit qu'ils font l'ont enfin réveillé à moitié. Après les avoir longtemps méconnus, reniés, il est enfin arrivé à reconnaître la force réelle qui est en eux; il les voit pleins de cette vie qui lui a toujours manqué et, voulant se sauver en s'identifiant avec eux, il tâche de se transformer aujourd'hui. Il ne s'appelle plus la démocratie radicale, mais le socialisme bourgeois.

Sous cette nouvelle dénomination, il n'existe que depuis un an. — Nous dirons dans un prochain article ce qu'il a fait pendant cette année.

(Egalité *du 10 juillet* 1869.)

IV

Nos lecteurs pourraient se demander pourquoi nous nous occupons de la Ligue de la Paix et de la Liberté, puisque nous la considérons comme une moribonde dont les jours sont comptés, pourquoi nous ne la laissons pas mourir tout doucement, comme il convient à une personne qui n'a plus rien à faire dans ce monde. Ah ! nous ne demanderions pas mieux que de la laisser finir ses jours tranquillement, sans en parler du tout, si elle ne nous menaçait pas de nous faire cadeau, avant de mourir, d'un héritier fort déplaisant et qui s'appelle le socialisme bourgeois.

Mais si déplaisant qu'il soit, nous ne nous occuperions pas même de cet enfant illégitime de la bourgeoisie s'il se donnait seulement pour mission de convertir les bourgeois au socialisme, et sans avoir la moindre confiance dans le succès de ses efforts, nous pourrions même en admirer l'intention généreuse, s'il ne poursuivait en même temps un but diamétralement opposé et qui nous paraît excessivement immoral : celui de faire pénétrer dans les classes ouvrières les théories bourgeoises.

Le socialisme bourgeois, comme une sorte d'être hybride, s'est placé entre deux mondes désormais irréconciliables : le monde bourgeois et le monde ouvrier, et son action équivoque et délétère accélère, il est vrai, d'un côté la mort de la bourgeoisie, mais en même temps, de l'autre, elle corrompt à sa naissance le prolétariat. Elle le corrompt doublement : d'abord en diminuant et en dénaturant son principe, son programme. Ensuite, en lui faisant concevoir des espérances impossibles, accompagnées d'une foi ridicule dans la prochaine conversion des bourgeois, et en s'efforçant de l'attirer par là même, pour l'y faire jouer le rôle d'instrument, dans la politique bourgeoise.

Quant au principe qu'il professe, le socialisme bourgeois se trouve dans une position aussi embarrassante que ridicule; trop large ou trop dépravé pour s'en tenir à un seul principe bien déterminé, il prétend en épouser deux à la fois, deux principes, dont l'un exclut absolument l'autre, et il a la prétention singulière de les réconcilier. Par exemple, il veut conserver au bourgeois la propriété individuelle du capital et de la terre, et il annonce en même temps la résolution généreuse d'assurer le bien-être du travailleur. Il lui promet même davantage : la jouissance intégrale des fruits de son travail, ce qui ne sera réalisable pourtant que lorsque le capital ne prendra plus d'intérêt et que la propriété de la terre ne produira plus de rente, puisque l'intérêt et la rente ne se prélèvent que sur les fruits du travail.

De même, il veut conserver aux bourgeois leur liberté actuelle, qui n'est autre chose que la faculté d'exploiter, grâce à la puissance que leur donnent le capital et la propriété, le travail des ouvriers, et il promet en même temps à ces derniers la plus complète égalité économique et sociale : l'égalité des exploités avec leurs exploiteurs !

Il maintient le droit d'héritage, c'est-à-dire la faculté pour les enfants des riches de naître dans la richesse, et pour les enfants des pauvres de naître dans la misère, et il promet à tous les enfants l'égalité de l'éducation et de l'instruction que réclame la justice.

Il maintient, en faveur des bourgeois, l'inégalité des conditions, conséquence naturelle du droit d'héritage, et il promet aux prolétaires que, dans son système, tous travailleront également, sans autre différence que celle qui sera déterminée par les capacités et penchants naturels de chacun; ce qui ne serait guère possible qu'à deux conditions, toutes les deux également absurdes : ou bien, que l'Etat, dont les socialistes bourgeois détestent aussi bien que nous-mêmes la puissance, force les enfants des riches à travailler de la même manière que les enfants des pauvres, ce qui nous amènerait directement au communisme despotique de l'Etat; ou que tous les enfants des riches, poussés par un miracle d'abnégation et par une détermination généreuse, se mettent à travailler librement, sans y être forcés par la nécessité, autant et de la même manière que tous ceux qui y seront forcés par leur misère, par la faim. Et encore, même dans cette supposition, en nous fondant sur cette loi psychologique et sociologique naturelle qui fait que deux êtres issus de causes différentes ne peuvent jamais être égaux, nous pouvons prédire avec certitude que le travailleur forcé serait nécessairement l'inférieur, le dépendant et l'esclave du travailleur par la grâce de sa volonté.

Le socialisme bourgeois se reconnaît surtout à un signe : il est un individualisme enragé *et il éprouve une fureur concentrée toutes les fois qu'il entend parler de propriété collective. Ennemi de celle-ci, il l'est naturellement aussi du travail collectif, et ne pouvant l'éliminer tout à fait du programme socialiste, au nom de cette liberté qu'il comprend si mal, il prétend faire une place très large au travail individuel.*

Mais qu'est-ce que le travail individuel ? Dans tous les travaux auxquels participent immédiatement la force ou l'habileté corporelles de l'homme, c'est-à-dire dans tout ce qu'on appelle la production matérielle — c'est l'impuissance; le travail isolé d'un seul homme, quelque fort et habile qu'il soit, n'étant jamais de force à lutter contre le travail collectif de beaucoup d'hommes associés et bien organisés. Ce que dans l'industrie on appelle actuellement travail individuel n'est pas autre chose que l'exploitation du travail collectif des ouvriers par des individus, détenteurs privilégiés soit du capital, soit de la science. Mais au moment que cette exploitation cessera — et les bourgeois socialistes assurent au moins qu'ils en veulent la fin, aussi bien que nous — il ne pourra plus y avoir dans l'industrie d'autre travail que le travail collectif, ni par conséquent aussi d'autre propriété que la propriété collective.

Le travail individuel ne restera donc plus possible que dans la production intellectuelle, dans les travaux de l'esprit. Et encore ! L'esprit du plus grand génie de la terre n'est-il point toujours rien que le produit du travail collectif intellectuel aussi bien qu'industriel de toutes les générations passées et présentes ? Pour s'en convaincre, qu'on s'imagine ce même génie, transporté dès sa plus tendre enfance dans une île déserte; en supposant qu'il n'y périsse pas de faim, que deviendra-t-il ? Une bête, une brute qui ne saura pas même prononcer une parole et qui par conséquent n'aura jamais pensé; transportez-le à l'âge de dix ans, que sera-t-il quelques années plus tard ? Encore une brute, qui aura perdu l'habitude de la parole et qui n'aura conservé de son humanité passée qu'un vague instinct. Transportez-l'y enfin à l'âge de vingt ans, de trente ans — à dix, vingt, quinze, vingt années de distance, il deviendra stupide. Peut-être inventera-t-il quelque religion nouvelle !

Qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve que l'homme le mieux doué par la nature n'en reçoit que des facultés, mais que ces facultés restent mortes si elles ne sont pas fertilisées par l'action bienfaisante et puissante de la collectivité. Nous dirons davantage : Plus l'homme est avantagé par la nature et plus il prend à la collectivité ; d'où il résulte que plus il doit lui rendre, en toute justice.

Toutefois, nous reconnaissons volontiers que, bien qu'une grande partie des travaux intellectuels puissent se faire mieux et plus vite collectivement qu'individuellement, il en est d'autres qui exigent le travail isolé. Mais que prétend-on en conclure ? Que les travaux isolés du génie ou du talent étant plus rares, plus précieux et plus utiles que ceux des travailleurs ordinaires, doivent être mieux rétribués que ces derniers ? Et sur quelle base, je vous prie ? — Ces travaux sont-ils plus pénibles que les travaux manuels ? au contraire, ces derniers sont sans comparaison plus pénibles. Le travail intellectuel est un travail attrayant qui porte sa récompense en lui-même, et qui n'a pas besoin d'autre rétribution. Il en trouve une autre encore dans l'estime et dans la reconnaissance de ses contemporains, dans la lumière qu'il leur donne et dans le bien qu'il leur fait. Vous qui cultivez si puissamment l'idéal, Messieurs les socialistes bourgeois, ne trouvez-vous pas que cette récompense en vaut bien une autre, ou bien lui préféreriez-vous une rémunération plus solide en argent bien sonnant ?

Et, d'ailleurs, vous seriez bien embarrassés s'il vous fallait établir le taux des produits intellectuels du génie. Ce sont, comme Proudhon l'a fort bien observé, des valeurs incommensurables : elles ne coûtent rien, ou bien elles coûtent des millions... Mais comprenez-vous qu'avec ce système il vous faudra vous presser d'abolir au plus tôt le droit d'héritage, car vous aurez les enfants des hommes du génie ou de grand talent qui hériteront sans cela des millions ou des centaines de mille francs; ajoutez que ces enfants sont ordinairement, soit par l'effet d'une loi naturelle encore inconnue, soit par l'effet de la position privilégiée que leur ont fait les travaux de leurs pères — qu'ils sont ordinairement des esprits fort ordinaires et souvent même des hommes très bêtes. Mais alors que deviendra cette justice distributive dont vous aimez tant à parler, et au nom de laquelle vous nous combattez ? Comment se réalisera cette égalité que vous nous promettez ?

Il nous paraît résulter évidemment de tout cela que les travaux isolés de l'intelligence individuelle, tous les travaux de l'esprit, en tant qu'invention, non en tant qu'application, doivent être des travaux gratuits. Mais alors, de quoi vivront les hommes de talent, les hommes de génie ? Eh mon Dieu ! ils vivront de leur travail manuel et collectif comme les autres. Comment, vous voulez astreindre les grandes intelligences à un travail manuel, à l'égal des intelligences les plus inférieures ?

Oui, nous le voulons, et pour deux raisons. La première, c'est que nous sommes convaincus que les grandes intelligences, loin d'y perdre quelque chose, y gagneront au contraire beaucoup en santé de corps et en vigueur d'esprit, et surtout en esprit de solidarité et de justice. La seconde, c'est que c'est le seul moyen de relever et d'humaniser le travail manuel, et d'établir par là même une égalité réelle parmi les hommes.

(A suivre.) (Egalité *du 17 juillet* 1869.)

La Valeur et les Prix

PRODUCTIONS ET REPARTITIONS

Nous repoussons donc toute organisation politique et centraliste de la révolution.

Nous proposons, à seule fin que les efforts des travailleurs restent à la fois dominés par la volonté destructive du vieux Monde et le souci, parallèlement, de reconstruire une société exempte d'autorité :

a) La grève générale insurrectionnelle comme moyen d'expropriation capitaliste;

b) L'organisation de la production et des échanges par les syndicats, les coopératives de production et de répartition.

La coopérative de production groupera principalement les paysans gérants d'exploitations individuelles ou familiales dans le cadre local. Elle affectera encore la forme de l'exploitation collective d'un grand domaine. L'une et l'autre, parties intégrantes de la commune paysanne et placées sous son contrôle.

c) L'administration locale par la commune fédérant tous les services économiques, administrant sous cette devise : « Dans la vie tout n'est que production, échange et liberté. »

Le communisme libertaire n'est pas un système, mais une méthode expérimentale s'efforçant d'extraire des aspirations humaines les forces les mieux coordonnées en vue de favoriser leur épanouissement.

Il se substitue, non comme pouvoir, mais comme méthode, à la dictature du prolétariat pour organiser les victoires révolutionnaires, pour exalter la fécondité du travail, l'organisation des loisirs et de la sécurité, pour sauvegarder le principe de la liberté dans les expériences, les recherches et les tâtonnements.

A la violence qui détruit, rétablit l'égalité des hommes, succède l'expérimentation des organismes économiques du prolétariat. De nouvelles conditions d'existence démontreront peut-être demain la nécessité d'organismes nouveaux. S'ils doivent apporter de plus grandes facilités nous en serons les vulgarisateurs, indéfiniment.

La Révolution sociale est une révision ininterrompue des valeurs économiques.

Le syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste représente l'organisation des travailleurs sur une plate-forme économique de la lutte des classes. Là, la solidarité cesse d'être l'expression idéaliste pour devenir le ciment d'intérêts et de besoins unanimes. Il est, actuellement, le seul organisme qualifié pour l'organisation de la production industrielle des transports, de la culture, de l'hygiène, etc.

En liaison ou parallèlement avec les coopératives de productions il coopère à la production agricole. Organisme révolutionnaire et technique, il exclut toute superstructure politique.

C'est sous son influence ou au service de son influence grandissante dans l'action que la grève générale insurrectionnelle passe de la destruction du régime capitaliste à la construction de la cité communiste.

Que des syndicalistes révolutionnaires prétendent donner au syndicat un pouvoir absolu et exclusif : nous n'y consentons point.

La Révolution sociale poursuit la réalisation de l'égalité économique, c'est-à-dire : la répartition gratuite selon les disponibilités, la participation au travail selon les moyens.

La production est donc subordonnée aux besoins de la répartition. Il n'y a pas dualité, mais coopération, collaboration. Les deux services, parallèlement sont la garantie contre toute centralisation. Nous connaissons bien les hommes, en dépit de leurs protestations. Nous savons bien que les « *moyens déterminent les buts* ». Comme ces moyens salutaires existent, qu'ils sont dans la pensée et les habitudes actuelles des travailleurs, défendons-les contre des amours trop exclusifs... (1).

La coopérative de répartition devient l'élaboratrice de la somme des besoins ressentis et qu'elle est chargée de satisfaire. Le syndicalisme établit un plan de travail, pour satisfaire aux besoins généraux. La science et la technique lui en fournissent les moyens.

La commune est une chambre économique formée par des délégués de tous les organismes économiques et d'agrément prévus et « imprévus » qui organise sur le plan local les rapports de production, d'échange, de loisirs de tous les habitants. Elle prend toute disposition pour orienter l'activité générale vers la satisfaction des besoins.

Elle est une délégation; une synthèse technique de la vie locale, une représentation directe de chaque organisme, ce qui exclut toute voie parlementaire dans le sens d'élection politique.

Elle est la représentation exacte, en largeur et en profondeur, de la vie locale.

Autonome; elle concourt à la vie régionale dans une chambre ou un Comité formé des délégations des communes.

Nous la retrouvons à la chambre fédérale des communes, participant au Congrès National de la répartition et de la production, apportant à la Confédération Générale du Travail et à la Fédération Nationale des Coopératives les revendications unanimes de la population.

Résumons-nous : Toute l'économie aux coopératives de répartition, de production et aux syndicats.

Toute l'administration à la commune, synthèse économique.

L'essentiel n'est pas de fixer le caractère exact d'un processus administratif que des circonsances imprévisibles ne nous laissent pas deviner. Nous devions établir, démontrer nos moyens économiques de lutte et de construction. Les moyens bien en mains, les buts seront atteints.

Nous croyons offrir aux travailleurs la seule économie, la seule conception qui les mènera de conquête en conquête vers une vie se dépouillant peu à peu de sa brutalité pour atteindre et réaliser la plus noble devise humaine :

LIBERTE — EGALITE — FRATERNITE.

(1) Il faut lire les « Syndicats et la Révolution sociale », plan de la C.G.T.S.R., auquel nous renvoyons.

Le Problème sarrois évolue

La question sarroise entre dans une période nouvelle. Le fait important qui accrédite cette opinion réside dans le fait que Genève a maintenant en main la direction d'une entreprise qui gênait la France. Il est difficile d'être cause et partie dans une affaire ; en acceptant d'intervenir en cas de conflit dans la Sarre pour assurer l'ordre, nous risquions de nous mettre à dos l'opinion, car il y a trop d'intérêts en jeu pour justifier honnêtement l'intervention armée au cas, prévu par la S.D.N., où l' « *ordre* » *serait troublé.*

L'ordre ne sera donc pas assuré par la France ; après entente au sein du Conseil qui s'occupe de la question, la police sera faite par des membres de la S.D.N. qui ne sont pas directement intéressés dans cette question. Dans une résolution présentée le 8 décembre, les gouvernements pressentis ont décidé de participer à la constitution de la force internationale qui, sous l'autorité de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre, sera chargée du maintien de l'ordre dans le territoire avant, pendant et après le plébiscite.

Cette force internationale sera composée de contingents fournis par les gouvernements du Royaume-Uni, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède ; elle est mise à la disposition de la commission de gouvernement du territoire de la Sarre qui a la responsabilité du maintien de l'ordre en toute circonstance.

La commission de gouvernement — dit le rapport présenté par le baron Aloisi — est priée de donner à la force internationale toutes facilités pour son établissement et pour l'accomplissement de ses fonctions dans le territoire.

Pour défendre les intérêts « français » en Sarre on peut compter en la circonstance sur la S.D.N., qui entend faire respecter le traité de Versailles, et nous serons certainement secondés d'une façon efficace par notre vieil allié héréditaire, la Russie, dont le représentant M. Rosenberg vient d'être nommé sous-secrétaire général de la S.D.N.

Notre attitude en la circonstance ne manque point d'analogies avec le fameux recul de 10 kilomètres qui, en 1914, attesta le monde entier de notre bonne fois. Nous nous sommes dégagés de responsabilités qui, dans l'état de tension actuelle, auraient pu offrir, si nous les avions encourues, des interprétations regrettables. Nous ne serons point les vigiles d'un referendum qui doit décider du sort d'une région convoitée. De cette façon, s'il y a du grabuge, notre bonne foi paraîtra évidente, notre innocence sera proclamée par les faits.

Nous insistons sur ce point : le fait de ne plus assurer la police, la sécurité dans la Sarre ne diminue pas les chances de conflit. Avec ou sans la France, la menace subsiste, car l'esprit et la lettre du traité de Versailles lourde de sanctions demeurent.

N.

L'ESPRIT CAPITALISTE

(*Suite de la 4e page*)

Peut-on imputer à d'autres forces antisociales que le capitalisme ce rejet de la société d'une proportion grandissante de travailleurs ? Assurément non. Le capitalisme est le grand responsable. Et sa condamnation est définitive et sans appel. On nous dira que des facteurs que le capitalisme ne pouvait maîtriser sont intervenus à l'improviste pour fausser le jeu normal du système?

Quelles sont ces forces qui échappent au capitalisme? Quelle est leur essence? Elles se ramènent toutes à ce même principe, à ce même esprit qui est celui du capitalisme : *Produire pour de l'Argent !* Produire à tort et à travers. Produire n'importe quoi, n'importe comment. Produire vite, sans aucun souci de l'avenir, sans aucun ménagement, suivant l'occasion instantanée de gagner de l'argent...

M. Gignoux parle d'indiscipline, il est bien tendre. C'est voracité qu'il devrait dire.

L'esprit capitaliste est un esprit de voracité insatiable. Il immolerait la société tout entière. Et l'Etat, vieux complice, est obligé d'intervenir, pour freiner la marche du fléau, pour en réparer les dégâts et en panser les plaies dans la mesure où cela lui est possible.

Voilà ce que M. Gignoux comprendrait s'il avait l'esprit libre, et l'ayant compris, ce qu'il crierait sur les toits s'il avait son franc-parler.

Homo.

LYON

Dans la Corporation de l'O.T.L.

Il est des faits qui sont tellement frappants que l'on est obligé de les porter à la connaissance de l'opinion populaire.

Dans cette corporation, qu'on peut qualifier au lieu de syndicat dans la C.G.T. d'un petit gouvernement dans le grand Hitler et Mussolini ont des émules...

A la tête de ce syndicat de 2.000 membres accusés confédéralement, il se trouve 6 (six) permanents officiels, sans compter les auxiliaires; les uns sont désignés à la majorité, pour être en place difficile à dégommer, je vous le dis, car on opère de ruse — l'affaire est préparée à l'avance — ceux-là sont presque inamovibles, et désignent ceux qu'ils veulent pour leur être adjoints, et ma foi tous ensemble forment un petit cénacle qui gouverne toute la corporation.

Les intérêts de leurs corporants, ils s'en moquent comme de leur première chemise; ils font semblant de s'en occuper. Leur préoccupation consiste à faire ou à modifier des statuts, toujours pour défendre leur fromage.

Le syndicat doit se dresser contre le patronat et faire interdire tout système d'application d'amendes contre les ouvriers et employés.

Eh bien, contrairement à cela, les gens dont je vous parle ont introduit dans leurs statuts que tout adhérent qui n'assistera pas à une Assemblée générale (art. 34) sera amendé de 5 (cinq) francs. Depuis un certain temps ils avaient tellement découragé, dégoûté leurs cotisants que presque plus personne n'assistait à leurs réunions. N'ont-ils rien à leur soumettre ? Mais ils devraient au moins avoir le scrupule de leur demander s'ils ont quelques initiatives ou des choses à présenter à l'approbation de tous, ou encore des réclamations à formuler à la Compagnie qui les exploite. Non ! C'est une chose insensée, tout fait croire qu'ils ont des intérêts tacites avec la direction, ou ont-ils peur de lui porter ombrage? D'après leur mentalité, il parait que de faire de l'action n'est pas à l'honneur d'une organisation. C'est pourquoi ils se cantonnent dans le domaine de l'inertie et, de ce fait, se déshonorent devant leurs camarades en les exploitant honteusement, en se faisant payer 200 francs de plus par mois que s'ils travaillaient à leur emploi à la Compagnie.

Essayer d'entamer une discussion avec des arguments sérieux en faveur d'un syndicalisme loyal est peine perdue; le milieu est vicié et corrompu, les camarades qui vivent à Lyon autour d'eux ne peuvent les soutenir dans cet ordre d'idées, si bien qu'un camarade du Conseil d'administration de la Bourse du Travail avait proposé un jour leur radiation du mouvement syndical, en les faisant admettre purement et simplement au mutualisme. Hélas ! les viveurs permanents se dressèrent en défenseurs à ce moment-là.

Alors vous voyez comme le prolétariat organisé est bien conseillé. La plupart de ces individualités font des déclamations sentimentales, révolutionnaires, et ont chez eux des bénitiers à la tête de leur lit. Ces constatations sont trop flagrantes pour ne pas les rendre publiques.

Cl. J.

Camarade...

Pour tes paiements, utilise le n° de chèque postal : Planche 1307.50, Paris.

LIGUE INTERNATIONALE DES COMBATTANTS DE LA PAIX

Le samedi soir 15 décembre, à 20 h. 30, salle Lafayette, 27, rue des Petits-Hôtels: Marcelle Capy, présidente de la Ligue, traitera : « Les Marchands de canons contre les Patries ». Participation aux frais : 2 fr.

MARSEILLE

ATHENEE LIBERTAIRE

3, boulevard de la Corderie, 1er étage

A la suite de la discussion ouverte le 1er décembre sur le sujet : « Où allons-nous? Que devons-nous faire?», notre groupement a décidé d'ouvrir une série de débats sur les sujets suivants :

Les Libertaires devant la Guerre;
Les Libertaires devant la Politique et le Parlementarisme;

Les Libertaires et le Syndicalisme;
Les Libertaires devant la Religion, etc...

Le premier de ces débats aura lieu le samedi 15 décembre, sur le sujet :
Les Libertaires contre la Guerre
Invitation pressante à tous.

COMMUNICATIONS

CONFERENCE

Le mardi 18 décembre, à 20 h. 45, salle Gondaret, 162, avenue de Paris, à Rueil-Malmaison, conférence par Sébastien Faure.

Sujet : « Je ne crois plus en Dieu et je combats la religion. »

Causeries de « l'en dehors » tous les 2e et 4e lundis du mois, à 20 h. 30, au Café du Bel-Air, place Bienvenue (ex-du Maine), n° 2 (métro Bel-Air, Montparnasse).

SYNTHESE ANARCHISTE DE B-BILLANCOURT

Les camarades du groupe de la Synthèse anarchiste de B-Billancourt, organisent au profit de nos camarades emprisonnés et victimes politiques, une soirée artistique, suivie de bal de nuit, pour le samedi 29 décembre, dans la grande salle des Fêtes de Boulogne.

Les amis chanteurs ou diseurs, qui voudraient bien nous prêter leur concours à titre gracieux, sont priés de se faire connaître.

Il nous faut aussi un jazz de 4 à 5 musiciens. Il va sans dire que nous prendrons plutôt des camarades. Prière d'être modéré comme prix.

S'adresser à l'administration de la « Conquête du Pain ». -- P.

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro un certain nombre d'articles.

GROUPES ANARCHISTES

THIERS

Réunion tous les vendredis, à 20 h., Bourse du Travail, 1er étage.

TOULOUSE

Un groupe de synthèse anarchiste est formé à Toulouse. Pour tous renseignements, s'adresser à André Reuilly, 10, rue Saint-Jérôme. On y trouve « La Conquête du Pain » et nos périodiques.

PERPIGNAN

Les camarades lecteurs de « La Conquête du Pain » et sympathisants trouveront toutes les semaines les journaux et les revues intéressant le mouvement, chez Montgon, 3, rue Llucia. Rendez-vous tous les jours de 18 h. à 19 h., sauf le dimanche.

Les Occasions

POUR NOS ABONNÉS SEULEMENT

VIENT DE PARAITRE :

Adolf HITLER

MON COMBAT

(Mein Kampf)

La doctrine hitlérienne
Commentaires de C.-L. VIGNON

Prix : 12 fr.

VIENT DE PARAITRE :

C. Louis VIGNON

LA GRANDE DUPERIE
des
MASQUES A GAZ

avec des témoignages des grands savants français, des experts français et étrangers des travaux des grandes conférences internationales, etc.

Prix : 12 fr.

Dans nos bureaux, les deux volumes : 6 francs

Pour nos abonnés seulement, ces deux volumes documentaires sont expédiés franco recommandé pour 7 fr. 60 les deux volumes. Compte chèque postal : Paris 239-02 Bidault.

ABONNEZ-VOUS
A LA "CONQUETE DU PAIN"

Chacun des abonnés pour un an en France a droit de choisir une des primes suivantes :

1° LES PLUS BELLES PAGES DE LAURENT TAILHADE, préface de FERNAND KOLNEY, un fort volume de 680 pages. Volume non coupé, édité à 20 fr. Abonnement, un an, 24 francs, port de la prime franco recommandé 1.80. Total..... 25.80

2° L'EVOLUTION, LA REVOLUTION ET L'IDEAL ANARCHIQUE, par ELISÉE RECLUS. Edition Stock à 15 fr. Abonnement, un an, 24 fr., plus 1.40 de port recommandé. Total 25.40

3° LES JOYEUSETES DE L'EXIL, par CHARLES MALATO. Plusieurs années d'anecdotes anarchistes. Edition Stock à 15 fr. Abonnement d'un an 24 francs, plus le port franco recommandé de la prime 1.60. Total 25.60

4° REFORMES, REVOLUTION, par JEAN GRAVE. Un vol. Edition Stock à 15 fr. Un abonnement d'un an 24 fr., plus le port recommandé de la prime 1.60. Total..... 25.60

5° L'INEVITABLE REVOLUTION, par un proscrit (STACKELBERG). Edition Stock à 15 fr., plus le port de la prime 1.60. Un abonnement d'un an 24 fr. Total..... 25.60

6° ADHEMAR SCHWITZGUEBEL, Quelques écrits. Préface de JAMES GUILLAUME. Une forte plaquette. Edition Stock à 5 fr. Plus ABREGE DU « CAPITAL » DE KARL MARX, par CARLO CAFIERO. Edition Stock à 6 francs, port de cette prime 1.60, Abonnement 24 fr. Total.... 25.60

7° AU PAYS DES REPOPULATEURS, par LOUISE BODIN. Prix d'édition 4.50. LA SYPHILIS, par LOUISE BODIN. Prix d'édition 2 fr. SUR LA VIE SEXUELLE, par VALENTIN GRANDJEAN. Prix d'édition 3 fr. REPONSE D'UN JUIF A L'ABBE KIR. Prix d'édition 9 fr. Abonnement d'un an 24 francs. Port recommandé de la prime 1.60. Total 25.60

GROUPE DE LA SYNTHESE ANARCHISTE

Tous les Samedis à 20 h. 30
Tous les Dimanches
A partir de 14 h. 30, séance du Club anarchiste.
Invitation cordiale à tous les camarades. Entrée gratuite.

Tous les Jeudis soirs
Salle de lecture, ouverte à tous.
Synthèse Anarchiste :
5, impasse de Gênes
(près du 67, rue Julien-Lacroix)
Paris-20e (Métro: Couronnes)

Tous les Mardis, réunion de groupe « la Synthèse anarchiste », ancienne mairie de Billancourt.

Occasions réservées à nos abonnés

Pour nos abonnés seulement, ajouter à chaque volume 1 franc pour le port et la recommandation. En cas de vente, prière d'indiquer un titre ou deux en remplacement.

1202. CAUFEYNON (Docteur). **Les curiosités de l'hystérie**..... 8 »
1203. CAUFEYNON (Docteur). **L'Amour chez les Animaux,** Organes spéciaux, Préludes d'amour, Attitudes des conjonctions sexuelles, Perversions sexuelles, etc... .. 8 »
1204. CAUFEYNON (Dr). **L'Œuvre de chair et l'Enfantement**.. 10 »
1205. CAUSTIER (E.), agrégé des sciences naturelles. **Les Insectes,** avec 182 gravures..... 6 »
1206. CAZAMIAN (LOUIS). **La Grande-Bretagne et la Guerre,** esquisse d'une évolution sociale..... 6 »
1207. CAZAMIAN (LOUIS). **L'Angleterre moderne,** son évolution. Bibliothèque de Philosophie scientifique ..... 6 »
1208. CHACHOIN (L.). **Religion, Philosophie, Science.** Edition de « La Raison » 1908, état de neuf. ..... 10 »
1209. CHALLEMEL-LACOUR. **La Philosophie individualiste**... 4 »
1210. CHAMPSAUR (Félicien). **Le Bandau,** roman 3 50
1211. CHAMSON (ANDRÉ). **Roux le Bandit.** N° 59 des Cahiers Verts. ..... 12 »
1212. CHANTEPLEURE (GUY). **La Folle histoire de Fridoline,** roman. ..... 6 »
1213. CHAPOTIN (Dr ALBERT). **Les Défaitistes de l'Amour**..... 12 »
1214. CHAPOUTOT (HENRI). **Livre d'or des Officiers français de 1789 à 1815,** d'après leurs mémoires et souvenirs. Préface de Jean GRAVE. Edition des « Temps Nouveaux ». ..... 6 »
1215. CHAPELET (A.). **Les recettes de la Maison,** avec figures dans le texte, relié..... 5 »
1216. CHAMPSAUR (FÉLICIEN). **Pantomine en un acte. Les érintés de la Vie,** illustré par Henri GERBAULT (Dentu) ..... 5 »
1217. CARPENTIER (EUGÈNE). **Libres Pensées, à travers la vie de ce monde** ..... 4 »
1218. CHARRIAULT (HENRI). **La Belgique moderne. Terre d'expériences.** Bibliothèque de philosophie scientifique ..... 6 »
1218. CHASANOWITCH (L.). **Les Progromes Anti-Juifs, en Galicie et en Pologne,** Novembre et Décembre 1918. Faits et documents.... 5 »
1219. CHASSIN (HENRI). **Machin de Belleville,** couvert. illustrée. 6 »
1220. CHASTENET (J.-L.), député de l'Isère. **La République des Banquiers** ..... 10 »
1221. CHATEAU (HENRI). **L'Ane, le Singe et le Philosophe,** belle reliure ..... 25 »
1222. CHATEAUBRIAND. **Mémoires d'outre-tombe,** relié Nelson. 4 »
1223. CHATEAUBRIAND. **Œuvres choisies,** les deux tomes.... 10 »
1224. **Chefs-d'œuvres comiques des successeurs de Molière,** 5 gravures hors-texte relié tête dorée (deux volumes relié en un seul).... 25 »
1225. CHOLLIER (ANTOINE). **Rhubarbe et Sené,** histoires de Carabin. ..... 6 »
1226. CHMERKINE (N.), professeur à l'Institut. **Les Conséquences de l'Antisémitisme en Russie.** Préface de M. G. DE MOLINARI..... 8 »
1227. CHRISTESCO (Le capitaine STÉPHAN). **L'Energie Créatrice et la Pensée Humaine** ..... 7 »
1228. CICÉRON (Entretiens de). **Sur la nature des Dieux,** deux volumes. Edition 1799, reliure de l'époque. ..... 20 »
1229. CIMON (E.-H.). **La Séparation intégrale,** avec une préface du Dr Charles DEBIERRE..... 5 »
1230. CLADEL (LÉON). **Héros et Pantins,** avec une page de Camille LEMONNIER (Dentu 1885), relié 10 »
1231. CLAIRSIN (EMILE). **Le Cléricalisme de 1789 à 1870,** édition épuisé et rare..... 10 »
1232. CLAR (FANNY). **Les Jacques,** épisodes de la Jacquerie.... 6 »
1233. CLAUDEL (PAUL). **Art poétique** ..... 6 »
1234. CLAUDEL (L.). **Aide-Mémoire des Ingénieurs, des Architectes,** etc. Formules, tables et renseignements usuels. 2 très forts volumes, grand format, reliés..... 25 »
1235. CLÉMENCEAU (G.). **La Mêlée Sociale,** rare ..... 15 »
1236. CLÉMENCEAU (G.). **Les plus Forts,** roman contemporain, relié. ..... 18 »
1237. CLÉMENT (JEAN-BAPTISTE). **Chansons,** volume épuisé... 6 »
1238. CLÉMENT (HENRY). **La Dépopulation en France.** Etude de Morale et de Sociologie..... 8 »
1239. CLERGET (FERNAND). **Henry Pivert** ..... 10 »
1240. CLERGET (FERNAND). **Les Tourments,** poèmes, avec un portrait de l'auteur. Edition sur simili hollande ..... 10 »
1241. COCTEAU (JEAN). **Le Potomak** (1913-1914), précédé d'un prospectus 1916 ..... 5 »
1242. COCHIN (AUGUSTIN), de l'Institut. **Conférences et Lectures,** relié. ..... 5 »
1243. COISSAC (V.). **Manifestation de l'Energie**..... 5 »
1244. COISSAC (V.). **L'Etre vivant, son origine, sa destinée**.... 5 »
1245. COISSAC (V.). **L'Evolution des Mondes,** suivi de **La Conquête de l'Espace** (première édition).. 8 »
1246. **Coin des Enfants (Le).** Contes pour Enfants, trois volumes, illustrés, odnt un relié. Franco les 3 volumes ..... 12 »
1247. **Collection.** Supplément littéraire des « Temps Nouveaux » (années 1908 à 1911). Relié en un seul volume, belle reliure.. 40 »
1248. **Collection complète de « Vers la Vérité »,** revue mensuelle spéciale aux origines de la guerre, publiée d'avril 1923 à mars 1924, sous la direction d'Ermenonville (A. DUPIN) ..... 15 »
1249. **Collection de « Ce qu'il faut dire »,** journal publié pendant la guerre par Sébastien FAURE (manque le N° 1)..... 12 »
1250. **Collection du journal « La Plèbe »,** publié pendant la guerre et supprimé par la censure. 3 »
1251. **Collections incomplètes du journal « L'Anarchie »,** publié avant guerre. Chaque numéro 0.25. Les premières demandes auront les collections les plus complètes.

Bibliothèque Sociologique, Philosophique, Littéraire

Achetez tous vos livres, toutes vos brochures à la « *LIBRAIRIE DES VULGARISATIONS* », 39, rue de Bretagne, Paris.

C/c/postal Bidault 239-02 Paris.

Service rapide — Expéditions soignées.

Nous nous chargeons du soin de procurer aux groupements et aux camarades, une bibliothèque rationnellement composée, quiconque désire une bibliothèque comprenant les livres et brochures les plus utiles à l'acquisition des connaissances que doit posséder un militant, n'a qu'à s'adresser à notre service de Librairie. Tous les camarades ont le devoir d'acheter tout ce qui concerne livres et brochures à « *La Librairie des Vulgarisations* », ils y trouveront le plus grand choix et obtiendront *les plus fortes remises,* car tous les services de cette librairie sont assurés gratuitement, avec un complet désintéressement et *tous* les bénéfices iront à l'œuvre de propagande par la brochure et la diffusion du journal *La Conquête du Pain.*

NOTRE SERVICE DE LIBRAIRIE
BIBLIOTHEQUE SOCIOLOGIQUE

Les prix sont nets
Pour le port, ajouter 10 %

Charles ALBERT. **L'Amour Libre,** 1 vol. in-18 ..... 15 »
— **Qu'est-ce que l'Art?** 1 volume in-18 ..... 15 »
Charles ALBERT et Jean DUCHÊNE. **Le Socialisme révolutionnaire.** Son terrain, son action et son but, 1 plaquette 1 25
P. ARCHINOFF. **L'Histoire du Mouvement Makhnoviste** (1918-1921), avec un portrait de Makhno. Une préface démonstrative du mouvement et une préface de Voline .. 8 50
Les six volumes de BAKOUNINE seront bientôt à la réimpression.
Louise BODIN. **Au Pays des Repopulateurs,** 1 vol. 4 50
— **La Syphilis,** 1 plaquette .. 2 »
Carlo CAFIERO. **Abrégé du « Capital » de Karl Marx.** Traduit en français par James Guillaume, une forte plaquette ..... 6 »
CŒURDEROY (Ernest). **Œuvres, Jours d'Exil,** les 3 vol. ..... 45 »
Ch. CORNELISSEN. **En marche vers la Société nouvelle,** 1 vol. in-18 15 »
Henri DAGAN. **Superstitions politiques et phénomènes sociaux,** 1 vol. in-18 ..... 15 »
Manuel DEVALDÈS. **La Maternité consciente.** Le rôle des femmes dans l'amélioration de la race .. 10 »
— **Croître et multiplier, c'est la guerre,** 1 vol. ..... 15 »
— **Des cris sous la meule,** suivi de **Fleurs de Guerre,** préface de Gérard de Lacaze-Duthiers. Un volume ..... 10 »
Gustave DUPIN (Ermenonville). **La Guerre infernale,** nouvelle édition, revue et augmentée, 1 vol. .. 7 50
Sébastien FAURE. **La Douleur universelle.** Philosophie libertaire. Préface d'Emile Gautier, 1 vol. in-18 ..... 15 »
— **L'Imposture religieuse.** Un fort volume ..... 15 »
— **Propos subversifs.** Douze conférences. 1 vol. ..... 10 »
Sébastien FAURE, BARBEDETTE, Victor MÉRIC et VOLINE. **La véritable Révolution sociale.** 1 vol. .... 12 »
Gugliemo FERRERO. **Le Militarisme et la Société moderne.** Traduction de M. N. Samaja. 1 vol. in-18 . 15 »
Jean GRAVE. **L'Anarchie, son but, ses moyens.** Un volume in-18 .. 15 »
— **Réformes, Révolution.** 1 volume in-18 ..... 15 »
— **L'Individu et la Société.** 1 volume in-18 ..... 15 »
— **Terre Libre** (Les Pionniers). Illustré par M. H. T., 1 vol. .... 10 »
A. HAMON. **Psychologie de militaire professionnel** 1 vol. in-18 .. 15 »
Jeanne HUMBERT. **En pleine Vie,** roman précurseur ..... 15 »
— **Le Pourrissoir** (Saint-Lazare) 10 »
— **Sous la Cagoule,** à Fresne . 12 »
Fernand KOLNEY. **Marianne à la curée,** roman de mœurs politiques. 1 vol. ..... 10 »
— **L'Amour dans cinq mille ans.** Roman ..... 10 »
Pierre KROPOTKINE. **L'Anarchie,** sa philosophie, son idéal, une forte plaquette in-18 ..... 1 50
— **La Conquête du Pain.** Préface d'Elisée Reclus. 1 vol. in-18 15 »
— **Autour d'une vie** (Mémoires). 2 vol. in-18 ..... 27 »
— **L'Ethique.** Traduit du russe par M. Goldsmith. Un fort vol. . 18 »
C.-A. LAISANT. **La Barbarie moderne.** 1 vol. 7 50
Nestor MAKHNO. **La Révolution russe en Ukraine** (mars 1917-avril 1918). Avec portrait de l'auteur. 1 v. 6 »
Benoit MALON. **La Morale sociale.** Préface de Jean Jaurès et biographie de Léon Cladel. 1 volume in-18 ..... 15 »
— **Précis de Socialisme.** Un volume in-18 ..... 15 »
Enrico MALATESTA. **Au Café.** Dialogues. 1 vol. ..... 5 »
Charles MALATO. **Les Joyeusetés de l'Exil.** 1 vol. in-18 ..... 15 »
— **Révolution chrétienne et Révolution sociale.** 1 vol. in-18 .. 15 »
— **L'Homme nouveau.** Une forte plaquette ..... 5 »
MARESTAN (Jean). **L'Education Sexuelle** ..... 15 »
Mario MARIANI. **Un pauvre Christ,** couverture illustrée. 1 vol. . 7 50
Doméla NIEUWENHUIS. **Le Socialisme en danger.** Préface d'Elisée Reclus. 1 vol. in-18 ..... 15 »
E. PATAUD et E. POUGET. **Comment nous ferons la Révolution.** Préface de Pierre Kropotkine. 1 vol. 7 50
PATORNI. **Les fécondations criminelles.** Roman ..... 6 »
— **Le Rire dans le cimetière.** Roman. ..... 10 »
— **La Grande Retape.** Roman. 10 »
Fernand PIGNATEL et Jules RIVET. **Chronique de la Cour du Roy Pétaud.** Illustrations de H. Guilac. 1 vol. 4 50
UN PROSCRIT (Stackelberg). **L'Inévitable Révolution.** 1 vol. in-18 15 »
Albert QUANTIN. **En plein vol,** vision d'avenir. 1 vol. ..... 12 »
Elisée RECLUS. **L'évolution, la révolution et l'Idéal anarchique.** 1 vol. in-18 ..... 15 »
Han RYNER. **Le Sphinx rouge.** 1 volume ..... 12 »
— **Le Crime d'obéir.** 1 vol. .. 12 »
— **La soutane et le veston.** 1 volume ..... 12 »
— **Songes perdus.** 1 vol. .... 12 »
— **Crépuscules.** 1 vol. ..... 12 »
— **Dans le mortier.** 1 vol. .. 12 »
Adhémar SCHWITZGUEBEL. **Quelques écrits.** Préface de James Guillaume. Une forte plaquette in-18 .. 5 »
Max STIRNER. **L'Unique et sa propriété.** Traduction de R.-L. Reclaire. 1 vol. in-18 ..... 15 »
Ernest TABOURIECH. **La Cité Future.** Essai d'une utopie scientifique. Un volume ..... 15 »
Laurent TAILHADE. **Discours civiques.** 1 vol. ..... 12 »
— **Les plus belles pages de Laurent Tailhade.** Préface de Fernand Kolney. Un fort volume, 680 p. 20 »
Louis TENARS. **Le Curé Bourgogne,** nouvelle édition, illustration de Tavernier ..... 10 »
— **Le Sauveur.** Roman 4 50

MICHEL BAKOUNINE

DIEU ET L'ETAT

Préface par Elisée RECLUS et Carlo CAFIERO

Dans nos bureaux : Prix 1.50
Franco de port : 1.95

LE SERVICE DE LIBRAIRIE

est ouvert tous les Samedis toute la journée et les Dimanches de **9 à 12**

39, *Rue de Bretagne - Paris*

On s'abonne sans frais au journal « *LA CONQUETE DU PAIN* »

EN VENTE :

La Voix Libertaire,
Le Combat Syndicaliste,
La Revue l'Endehors,
L'Idée Libre,
La Calotte,
Le Réveil de Genève.
Plus loin,
Terre libre,
L'Emancipateur.

EN LECTURE :

Toutes les publications françaises et étrangères qui nous font le service régulièrement.

VIENT DE PARAITRE :

BABEL
par VICTOR MARGUERITTE
Prix, franco : **12.75**

ABONNEZ-VOUS !
ABONNEZ VOS AMIS !
Abonnement de Propagande
Pour 3 mois, 1 exemplaire 5 fr.
— 3 — 12 fr.
C/ c/ Postal : Planche 1807-50 Paris

Le Gérant: BIDAULT.
Gasnier, Imp., 39, rue de Bretagne, Paris